Niveau(x) d'enseignement: 1 Numéro EDUQ : 8970407
Centre d'intérêt: 106

Parcours de l'éducation depuis les années 60 : l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire et secondaire / [Ministère de l'éducation]. -- [Québec] : Le Ministère, [1989].
17 p. : ill. en coul. ; 26 cm.

Version anglaise publ. ss le titre: Education in Québec : a progress report. Code: 49-1226A ; 8889-1264. Code: 49-1226 ; 8889-1272.

ISBN 2-550-14731-6

Vedette(s)-secondaire(s): Québec (Province). Ministère de l'éducation

Descripteur(s): Population étudiante * Enseignement professionnel * Handicapé * Adaptation scolaire * Education des adultes * Enseignant * Rapport élèves-maître * Commission scolaire * Financement * Coût par étudiant * Diplômé * Historique * Statistiques * Préscolaire (Ordre d'enseignement) * Secondaire (Ordre d'enseignement) * Primaire (Ordre d'enseignement)

Le document présente et commente des statistiques qui montrent l'évolution de différents aspects de l'enseignement primaire et secondaire durant la période 1961-1987. Le premier chapitre porte sur les effectifs scolaires de l'éducation préscolaire, du primaire, du secondaire, et de l'éducation des adultes, le taux de fréquentation scolaire à seize ans et l'évolution des clientèles handicapés et en difficulté d'adaptation et d'apprentissage dans les commissions scolaires. On donne ensuite des statistiques sur les effectifs de l'éducation des adultes de 1979 à 1986. Le chapitre suivant décrit l'évolution du nombre d'enseignants, du rapport élèves-maître et de la scolarité des enseignants dans les commissions scolaires. Enfin, on commente l'évolution du financement de l'éducation et du taux d'obtention du diplôme du secondaire.

Type de document: s

PARCOURS DE L'ÉDUCATION DEPUIS LES ANNÉES 60

Québec

PARCOURS DE L'ÉDUCATION DEPUIS LES ANNÉES 60

L'ÉDUCATION PRÉSCOLAIRE ET L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION

La scolarisation et les services éducatifs 1

- L'éducation préscolaire 1
- L'enseignement primaire 2
- L'enseignement secondaire 2
- La formation professionnelle 4
- Les services aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation et d'apprentissage 5
- L'effectif scolaire de l'enseignement destiné aux jeunes 6

L'éducation des adultes 7

Le personnel enseignant 9

L'effort financier 11

Les résultats scolaires 15

CONCLUSION 17

Le président de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement, Mgr Alphonse-Marie Parent, remettant son rapport au premier ministre, M. Jean Lesage.

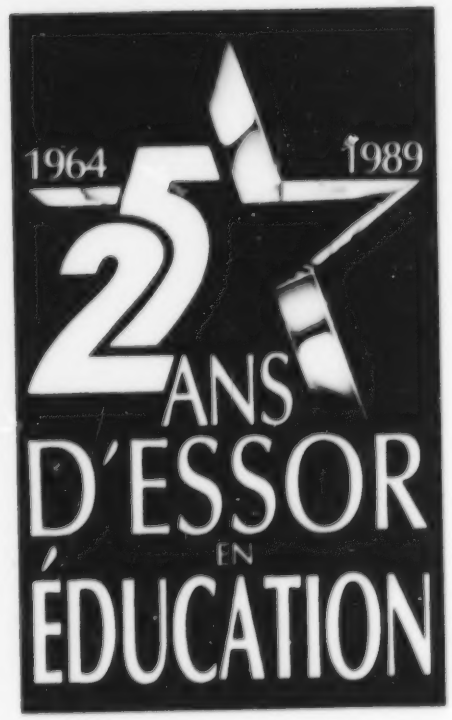
Séance de travail de la Commission.

PRÉSENTATION

Au cours des années 50, la société québécoise a pris de plus en plus conscience de diverses faiblesses de son système d'éducation publique. Dès le début des années 60, une importante réforme de l'éducation s'est donc amorcée, réforme qui visait, entre autres choses, à rendre l'éducation plus accessible à la population et plus adaptée aux réalités modernes. Au cours de la décennie, cette réforme touchera progressivement l'ensemble des structures administratives ainsi que de l'organisation de l'enseignement, de la maternelle à l'université.

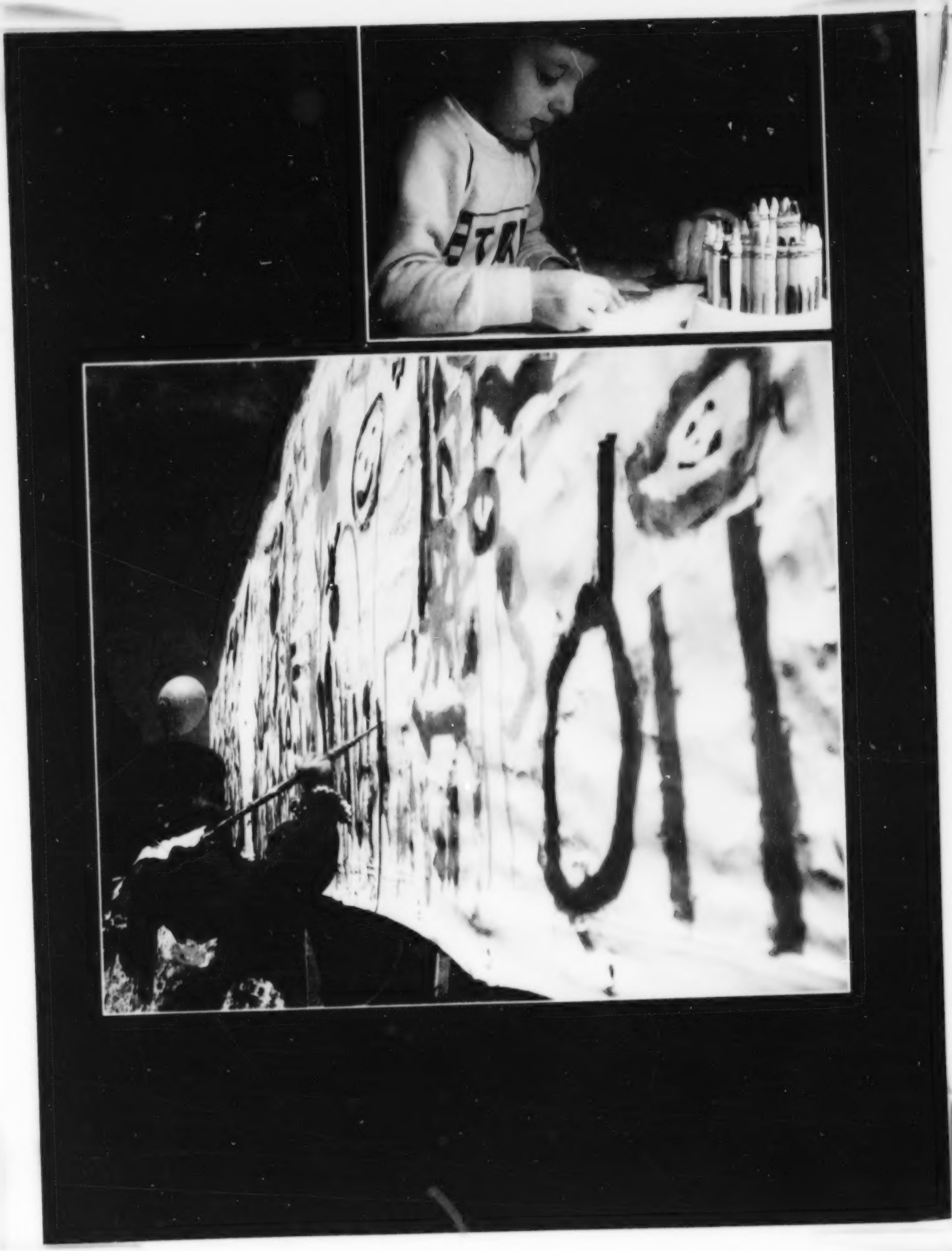
Le 13 mai 1964, entraient en vigueur les deux lois instituant le ministère de l'Éducation et le Conseil supérieur de l'éducation, à la suite des recommandations de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement, la Commission Parent. Cet événement symbolise l'essor qu'a pris alors l'éducation au Québec. Nous en marquons en 1989 le vingt-cinquième anniversaire. Le moment invite à réfléchir sur le présent et l'avenir de l'éducation.

À titre d'élément pouvant alimenter cette réflexion, le ministère de l'Éducation publie le présent recueil portant sur le développement des services éducatifs depuis le début des années 60, sur les ressources que la société québécoise y a consacrées et sur quelques résultats obtenus. Ce recul dans le temps est utile pour faire le point, pour apprécier la situation actuelle à la lumière du chemin parcouru et pour aider à préparer l'avenir.



Le sous-ministre,

Thomas J. Boudreau



LA SCOLARISATION ET LES SERVICES ÉDUCATIFS

Plusieurs des lois adoptées au cours de la session législative 1960-1961 touchent l'éducation préscolaire, l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire. Elles ont contribué à développer les services et à faciliter l'accès à l'école à tous les jeunes, quelle que soit leur situation géographique ou leur condition socio-économique.

L'éducation préscolaire

En 1961, il existe peu de classes maternelles. A peine 10 p. 100 des enfants reçoivent une éducation préscolaire, et 41 p. 100 de ceux-ci fréquentent une école maternelle privée. L'octroi de subventions aux commissions scolaires pour l'ouverture de classes maternelles a pour conséquence un développement spectaculaire de l'éducation préscolaire.

- Dès 1966, 44,5 p. 100 des enfants de 5 ans fréquentent la classe maternelle, et pratiquement tous les enfants de cet âge le font depuis les années 70.
- En 1974, des services particuliers d'éducation préscolaire sont disponibles, dès l'âge de 4 ans, dans certaines écoles recevant des élèves de milieux socio-économiquement faibles. Chaque année, environ 20 p. 100 des enfants de ces milieux bénéficient de ces services particuliers.

Tableau 1

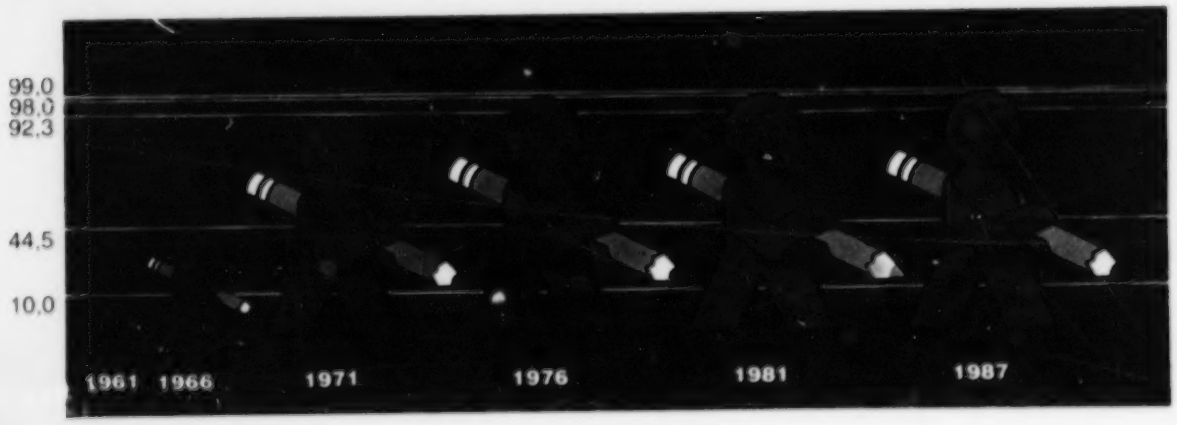
Effectif scolaire à l'éducation préscolaire

	Éducation préscolaire (4 ans)	Éducation préscolaire (5 ans)	Total
1961	—	13 775	13 775
1966	—	60 950	60 950
1971	—	105 560	105 560
1976	7 133	91 134	98 267
1981	7 257	90 259	97 516
1987	6 216*	89 839	96 055

* La baisse observée entre 1981 et 1987 est due à la transformation des services d'éducation préscolaire privés destinés aux enfants de 4 ans en jardins d'enfants relevant de l'Office des services de garde.

Graphique 1

Proportion des enfants de 5 ans inscrits à l'éducation préscolaire (en p. 100)



L'enseignement primaire

Même si les bases du système scolaire public ont été établies progressivement à partir de 1841, ce n'est que cent ans plus tard que l'enseignement primaire a été développé partout au Québec. Deux décisions gouvernementales, adoptées en 1943, sont à l'origine de la généralisation de l'enseignement primaire : l'obligation de fréquenter l'école de 6 à 14 ans et l'abolition des droits de scolarité au primaire.

- En 1961, pratiquement tous les enfants, soit 98 p. 100, font des études primaires complètes et il en est de même aujourd'hui.
- Les fluctuations de l'effectif scolaire du primaire, c'est-à-dire une baisse importante de 1966 à 1981 et une légère hausse de 1981 à 1987, reflètent les variations de la natalité.

L'enseignement secondaire

Les diverses lois adoptées au début des années 60 et les mesures qui en ont découlé ont transformé l'accès au secondaire.

- L'âge de la fin de l'obligation scolaire a été porté de 14 à 15 ans et les droits de scolarité au secondaire ont été abolis.
- Des commissions scolaires régionales, chargées de dispenser l'enseignement secondaire complet, ont été créées sur tout le territoire du Québec.
- Des écoles polyvalentes ont été construites partout au Québec et le transport des élèves a été organisé.
- Ces mesures ont très rapidement eu des conséquences heureuses, surtout pour les jeunes âgés de 15, 16 et 17 ans. Par exemple, le taux de fréquentation scolaire des jeunes de 15 ans est passé de 74,6 p. 100 en 1961 à 86,0 p. 100 en 1966. Il faudra cependant attendre 1971 pour que la fréquentation scolaire soit le fait de 90 p. 100 des jeunes de cet âge.

Tableau 2

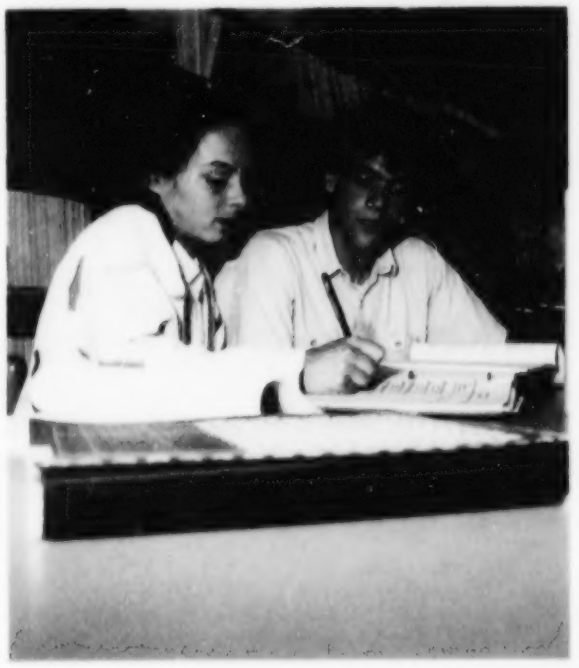
Effectif scolaire à l'enseignement primaire

1961	936 887
1966	982 900
1971	857 739
1976	656 436
1981	554 771
1987	584 734

Tableau 3

Effectif scolaire à l'enseignement secondaire

1961	315 201
1966	490 189
1971	670 850
1976	667 987
1981	531 264
1987	456 024



- L'effectif total du secondaire a connu, de 1961 à 1971, une hausse importante puisqu'il a plus que doublé pendant cette période. De 1971 à 1976, il a plafonné, pour diminuer rapidement par la suite, suivant de quelques années les variations de l'effectif du primaire et reflétant, avec un certain décalage, la baisse de la natalité.
- À compter de l'année scolaire 1989-1990, par suite d'une disposition de la nouvelle *Loi sur l'instruction publique*, l'âge de la fin de l'obligation scolaire sera porté à 16 ans. Cette mesure devrait contribuer à garder aux études les quelques deux mille jeunes qui, à l'heure actuelle, les abandonnent à cet âge.
- Traditionnellement, les garçons poursuivaient leurs études plus longtemps que les filles. En 1961, 57,7 p. 100 des garçons de 16 ans fréquentaient l'école alors que seulement 44,1 p. 100 des filles en faisaient autant. L'écart entre les deux sexes s'est progressivement amenuisé et, aujourd'hui, les filles dépassent légèrement les garçons à ce chapitre.
- En 1987, le Québec se situe en bonne position parmi quelques pays industrialisés au regard de la fréquentation scolaire à 16 ans.

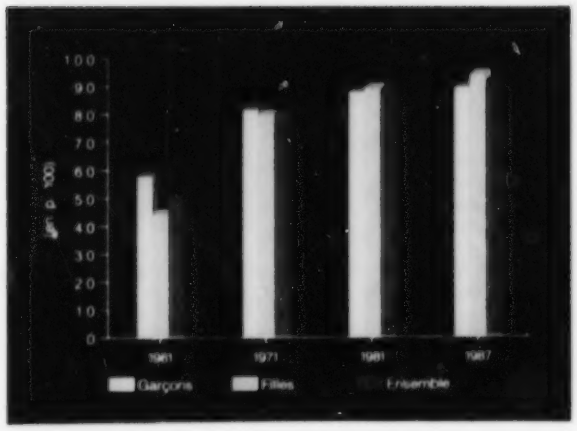
Graphique 2

Taux de fréquentation scolaire à 16 ans (en p. 100)

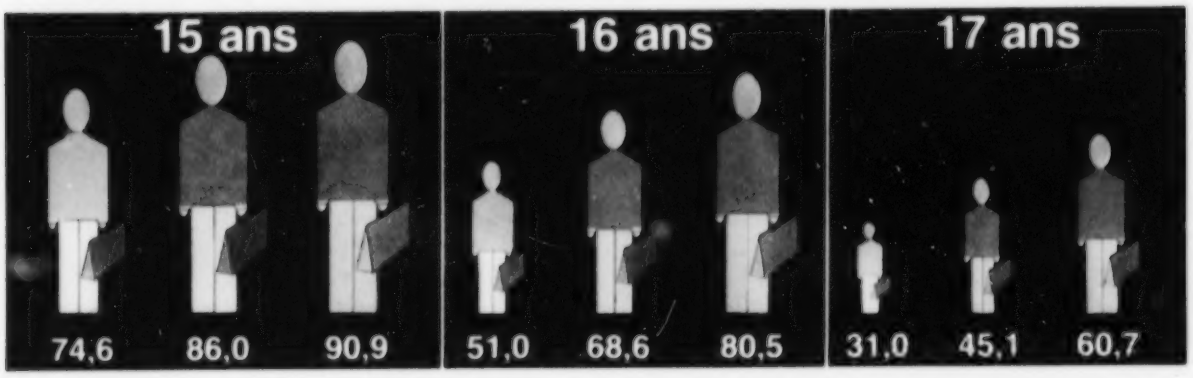
Tableau 4

Taux de fréquentation scolaire à 16 ans dans quelques pays (en p. 100)

États-Unis	97,1
Japon	95,7
Canada	92,9
Québec	**91,6**
France	85,1
Suisse	84,6
Royaume-Uni	66,6
Espagne	57,1



Graphique 3 Taux de fréquentation scolaire à 15, 16 et 17 ans (en p. 100)



La formation professionnelle

En 1961, les services éducatifs en formation professionnelle formaient une véritable mosaïque :

- écoles de métiers et écoles techniques sous la responsabilité du ministère de la Jeunesse ;
- diverses écoles liées aux ministères de l'Agriculture, des Terres et Forêts, de l'Industrie et du Commerce, des Mines ainsi que du Procureur général ;
- sections commerciales et industrielles dans quelques commissions scolaires ;
- écoles de commerce et de secrétariat privées ;
- écoles ménagères et instituts familiaux destinés à former les jeunes filles, futures mères de famille.

- À partir de 1968-1969, les nouvelles écoles polyvalentes intègrent les écoles de métiers et donnent progressivement un large éventail de programmes de formation professionnelle.
- En 1972, les élèves en formation professionnelle représentent 12,1 p. 100 de l'effectif du secondaire. C'est en 1976 que la formation professionnelle atteint son apogée en termes d'effectif. À partir de cette année, la diminution se fera très lentement jusqu'en 1981 pour devenir plus marquée par la suite.
- La chute des effectifs en formation professionnelle a été beaucoup plus grande que celle qui aurait découlé de la seule baisse générale de l'effectif du secondaire. Le désintérêt des élèves pour la formation professionnelle s'explique en partie par l'attrait du collégial, par la désuétude des programmes de formation professionnelle qui ne répondaient plus aux exigences du marché du travail et par une dévalorisation de cette voie de formation.
- Une réforme majeure de la formation professionnelle est en cours depuis 1986. Elle touche les programmes, les équipements, la formation du personnel enseignant ainsi que les exigences préalables à l'admission dans cette voie. Il est prévu que cette réforme et les besoins importants du marché du travail en main-d'oeuvre qualifiée devraient contribuer à une augmentation des effectifs en formation professionnelle.

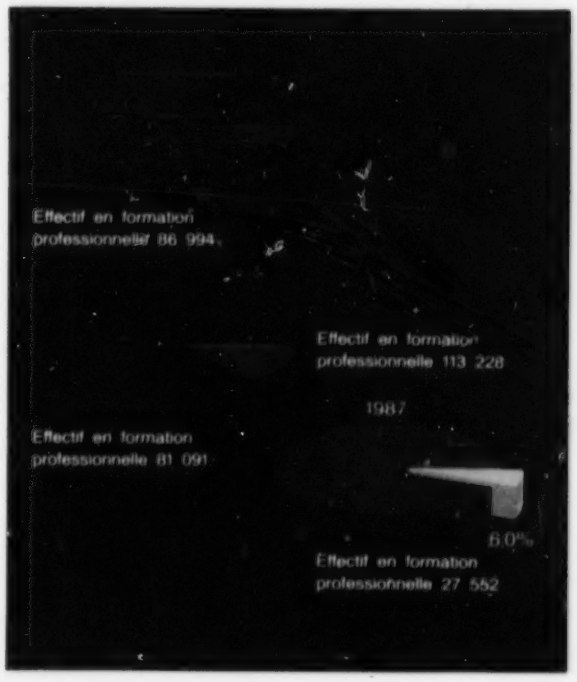
Tableau 5

Effectif scolaire en formation professionnelle

1972	86 994
1976	113 228
1981	81 091
1987	27 552

Graphique 4

Importance de l'effectif scolaire en formation professionnelle par rapport à l'effectif total du secondaire (en p. 100)

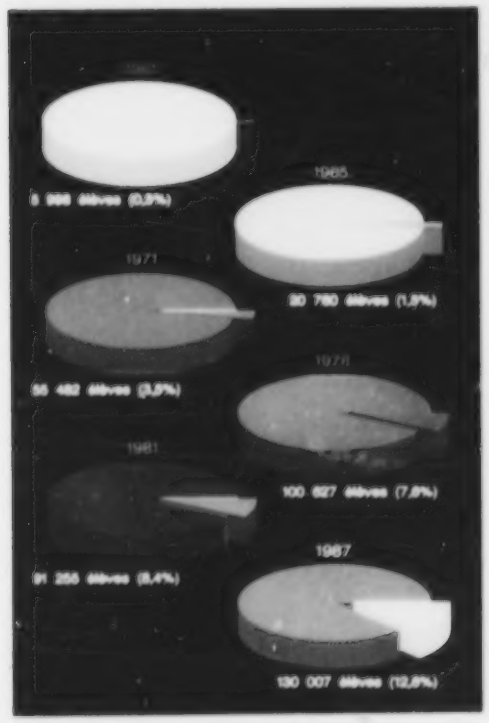

Effectif en formation professionnelle 86 994
Effectif en formation professionnelle 113 228
1987
Effectif en formation professionnelle 81 091
6,0%
Effectif en formation professionnelle 27 552

Les services aux eleves handicapes et aux eleves en difficulte d adaptation et d apprentissage

- A partir de 1961 des subventions sont accordees aux commissions scolaires pour qu'elles organisent des services adaptes a ces eleves.
- En 1965, on ne compte encore que 20 782 eleves handicapes ou en difficulte d adaptation et d apprentissage dans les commissions scolaires. Ils sont maintenant 130 000 et constituent 12,6 p. 100 de l'ensemble des eleves.
- Le developpement des services a ete plus rapide au primaire qu au secondaire; ce n est qu en 1987 que l importance de cet effectif au secondaire devient equivalente a celle du primaire.
- On estime qu au primaire environ 75 p. 100 des eleves handicapes ou en difficulte d adaptation et d apprentissage sont integres a une classe ordinaire pour au moins une partie de leurs activites educatives. Au secondaire, l integration a la classe ordinaire etant plus difficile, elle touche un peu moins de 37 p. 100 de ces eleves.

Graphique 5

Les eleves handicapes et les eleves en difficulte d adaptation et d apprentissage dans les commissions scolaires



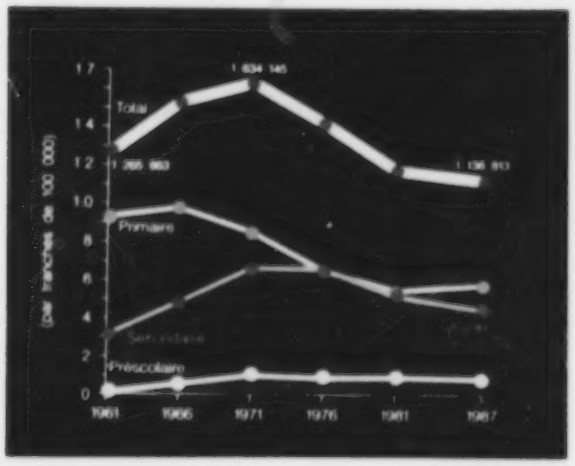
Graphique 6 Proportion d'eleves handicapes et d'eleves en difficulte d'adaptation et d'apprentissage dans les commissions scolaires

■ Primaire ■ Secondaire

L'effectif scolaire de l'enseignement destiné aux jeunes

Graphique 7

Effectif scolaire de l'enseignement destiné aux jeunes



L'ÉDUCATION DES ADULTES

L'éducation des adultes, dans le système d'enseignement public, est un phénomène assez récent. Au cours des années 40 et 50, des cours dits de culture populaire étaient disponibles; des «cours aux chômeurs» étaient organisés dans bon nombre de municipalités pour répondre aux besoins en main-d'oeuvre des entreprises, et des écoles de formation professionnelle offraient des cours du soir destinés aux adultes. Peu de services étaient offerts pour permettre aux adultes de compléter leur formation générale.

Les données disponibles ne permettent pas de chiffrer adéquatement la croissance de l'effectif de l'éducation des adultes dans les commissions scolaires avant la fin des années 70.

- Depuis 1979, les adultes sont de plus en plus nombreux à suivre des cours de formation générale ou de formation professionnelle conduisant à l'obtention d'un diplôme du secondaire. De 1979 à 1986, l'effectif est passé de 119 163 à 217 973 personnes. À cet effectif, inscrit à temps plein ou à temps partiel à des cours considérés comme préalables à l'obtention d'un diplôme du secondaire, s'ajoute un grand nombre de personnes qui suivent des cours à l'éducation populaire. En 1986, ce nombre atteignait 150 000.
- Les élèves inscrits à l'éducation des adultes sont en majorité de jeunes adultes. 53,9 p. 100 d'entre eux ont moins de 30 ans et le tiers ont moins de 25 ans. Les programmes d'incitation à poursuivre les études et le soutien financier accordé à bon nombre de ces jeunes ne sont sûrement pas étrangers à leur présence massive à l'éducation des adultes.
- Dans les écoles secondaires, les adultes ne constituent plus un groupe marginal: au cours de l'année scolaire 1986-1987, environ 368 000 adultes ont fréquenté, pour y suivre un ou plusieurs cours, les écoles secondaires publiques. Cette même année, celles-ci recevaient 457 460 jeunes à l'enseignement ordinaire; en formation professionnelle, on comptait 41 875 jeunes et 91 664 adultes.

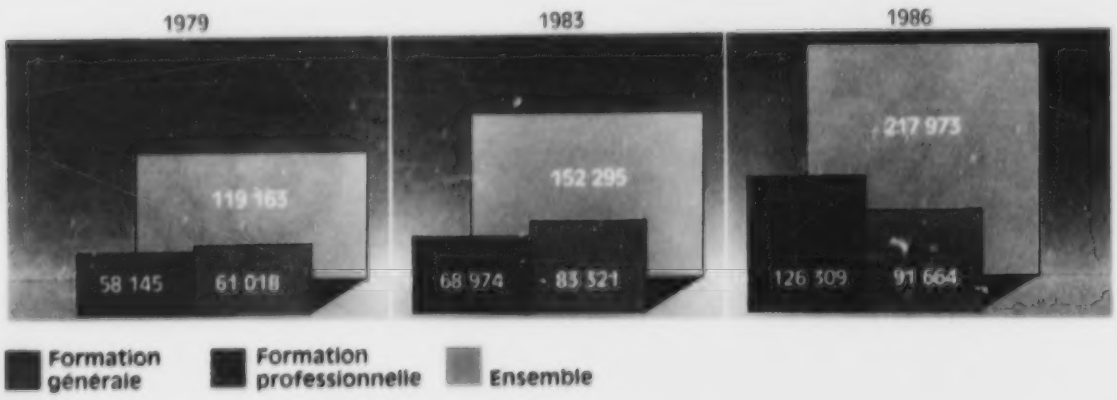
Tableau 6

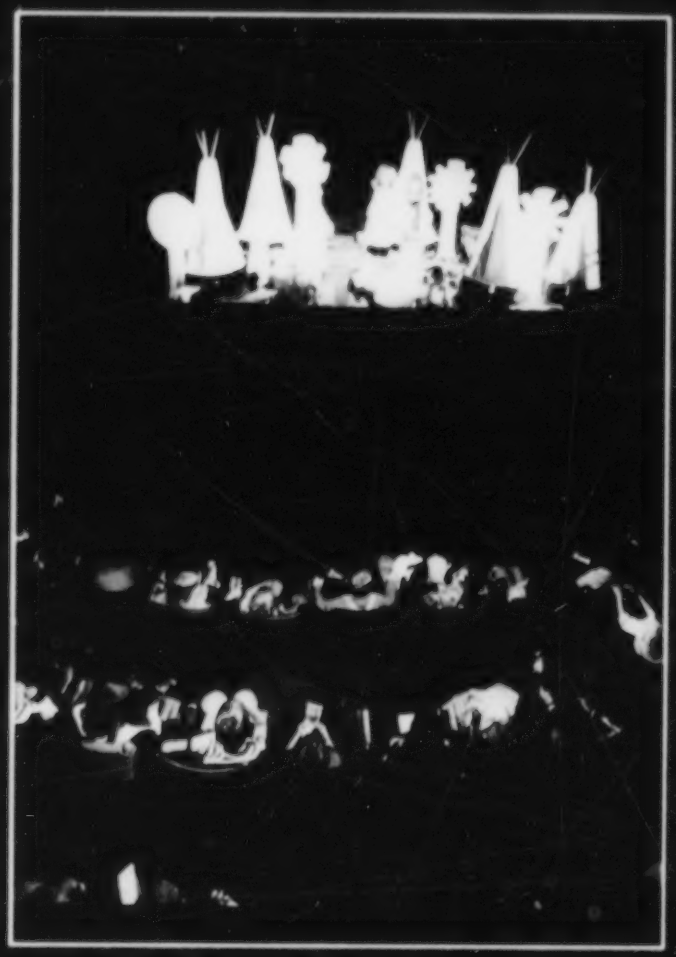
Répartition par catégories d'âges des adultes inscrits dans les commissions scolaires en 1986 (en p. 100)

Moins de 20 ans	11,1
de 20 à 24 ans	22,3
de 25 à 29 ans	20,5
de 30 à 34 ans	15,5
de 35 à 39 ans	11,7
40 ans et plus	18,9

Graphique 8

Effectif scolaire à l'éducation des adultes inscrits à des cours conduisant à un diplôme du secondaire





LE PERSONNEL ENSEIGNANT

Le développement des services éducatifs et les exigences que pose une plus grande scolarisation des jeunes ont eu des répercussions importantes sur les effectifs enseignants des commissions scolaires.

- Le nombre d'enseignants et d'enseignantes a augmenté très rapidement de 1961 à 1971, suivant l'accroissement des effectifs scolaires. Durant cette décennie, l'augmentation des effectifs enseignants a été de l'ordre de 46 p. 100. De 1971 à 1976, ils ont été presque stables et, par la suite, ont diminué de 19 p. 100 jusqu'en 1987.
- À la suite des recommandations de la Commission Parent, la formation des enseignants et des enseignantes, qui était dispensée par les écoles normales, a été confiée aux universités. Cette mesure, destinée à améliorer la préparation des maîtres, a eu un effet important sur la durée de la formation puisque l'accès à l'université, et donc le début de la formation en pédagogie, n'est possible qu'après 13 années d'études. Auparavant, le brevet d'enseignement B, permettant d'enseigner dans les écoles primaires et secondaires publiques, pouvait être obtenu après 13 années d'études. C'est ainsi que la scolarité moyenne des enseignants et des enseignantes en poste a augmenté de près de deux années entre 1973 et 1987. Actuellement, 71,1 p. 100 de l'effectif enseignant compte 16 années et plus de scolarité, soit l'équivalent d'un baccalauréat ou plus.
- Les conditions de travail des enseignants et des enseignantes, en ce qui concerne le nombre moyen d'élèves par enseignant, se sont améliorées régulièrement jusqu'en 1981 pour se stabiliser par la suite. À l'heure actuelle, le rapport élèves-enseignant est toujours plus bas au Québec qu'en Ontario et aux États-Unis.

Tableau 7

Nombre d'enseignants et d'enseignantes dans les commissions scolaires*

1961	51 412
1966	62 015
1971	75 016
1976	74 065
1981	66 830
1987	59 966

* Pour 1961, il s'agit du nombre d'enseignants dans les commissions scolaires et dans les autres écoles publiques dispensant un enseignement de niveau secondaire.

Graphique 9

Proportion d'enseignants et d'enseignantes des commissions scolaires ayant 16 ans et plus de scolarité (en p. 100)

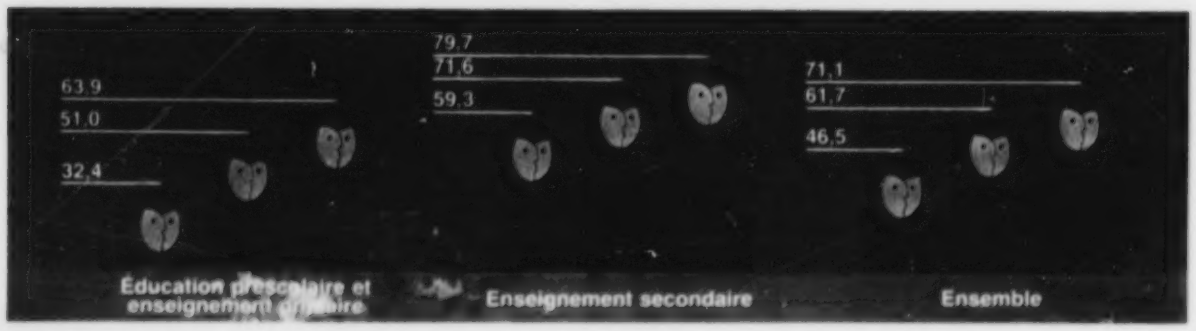


Tableau 8

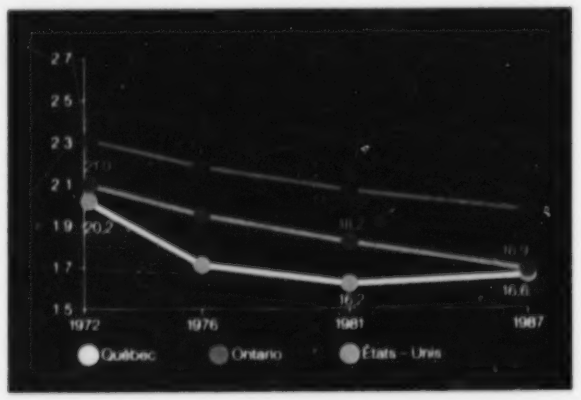
Nombre moyen d'eleves par enseignant dans les commissions scolaires du Quebec

1961	21.7
1966	22.0
1971	21.0
1976	17.1
1981	16.2
1987	16.6

estimation

Graphique 10

Nombre moyen d'eleves par enseignant dans les commissions scolaires



Graphique 11

Scolarite moyenne des enseignants et des enseignantes des commissions scolaires (en annees)

L'EFFORT FINANCIER

Pour assurer le développement de leur système d'éducation, les Québécois ont dû investir beaucoup de leurs ressources et y consacrer une part importante de leur richesse collective.*

- En 1961, 3,7 p. 100 du produit intérieur brut est consacré à l'enseignement primaire et secondaire. Cette part augmente régulièrement pour atteindre un sommet de 6,3 p. 100 en 1976 et redescendre quelque peu par la suite sous l'effet de la baisse de l'effectif scolaire, elle-même dépendante de la baisse de la natalité.
- Le volume des dépenses globales s'accroît aussi jusqu'en 1976. Par la suite, il n'y a pratiquement pas d'augmentation si l'on tient compte de la part de l'inflation dans l'accroissement des dépenses.
- Jusqu'en 1981, le gouvernement a consacré près de 20 p. 100 de ses dépenses à l'enseignement primaire et secondaire, sauf en 1971, année où cette part a atteint 23 p. 100. Elle a été réduite à 16,4 p. 100 en 1987, même si les sommes consacrées par le gouvernement à l'enseignement primaire et secondaire ont augmenté au cours de cette période. Cela s'explique par un accroissement des dépenses gouvernementales dans d'autres secteurs tels l'environnement, le développement technologique et les relations extérieures.

* À moins d'indications contraires, les données financières concernent l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire et secondaire des réseaux public et privé.

Tableau 9

Part des dépenses gouvernementales consacrées à l'enseignement primaire et secondaire (en p. 100)

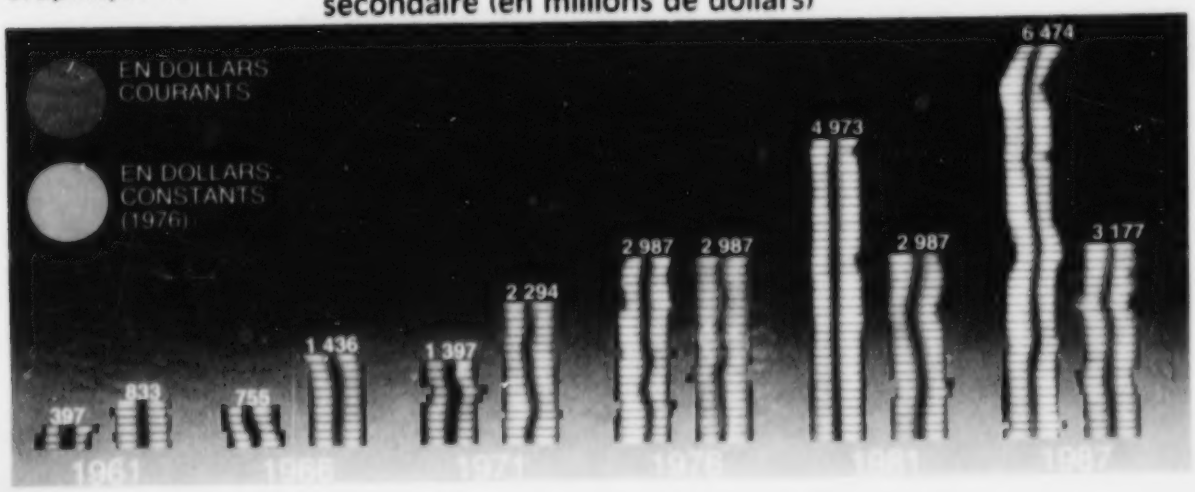
1961	1966	1971	1976	1981	1987
19,5	19,4	23,0	19,8	19,8	16,4

Tableau 10

Dépenses globales consacrées à l'enseignement primaire et secondaire par rapport au PIB du Québec (en p. 100)

1961	1966	1971	1976	1981	1987
3,7	4,5	5,8	6,3	6,1	5,0

Graphique 12 **Dépenses globales consacrées à l'enseignement primaire et secondaire (en millions de dollars)**



- En 1961, les commissions scolaires dépensaient 224 dollars par élève. En 1987, cette dépense est de 4 485 dollars. En dollars constants, la croissance de la dépense par élève a été de 160 p. 100 durant les années 60 et a été de 74 p. 100 au cours de la décennie suivante. Pour la période allant de 1981 à 1987, la dépense par élève a été pratiquement stable en dollars constants.

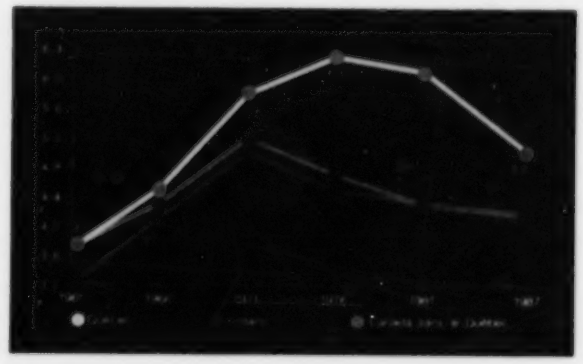
- Une comparaison de l'effort financier du Québec, de l'Ontario ainsi que du Canada sans le Québec montre qu'au cours des 25 dernières années, le Québec a consacré une part plus grande de sa richesse collective à l'éducation des jeunes que ses voisins.

- Dès 1966, le Québec affecte une plus grande part de son produit intérieur brut à l'enseignement primaire et secondaire que l'Ontario et le reste du Canada. L'écart s'accroît jusqu'en 1981. En 1987, les situations respectives se sont rapprochées, mais le Québec consacre encore davantage de sa richesse collective à l'éducation que l'Ontario et le reste du Canada. Cette contribution plus généreuse du Québec s'explique en partie par sa situation économique, moins riche que le reste du Canada et surtout que l'Ontario, il doit, pour offrir des services comparables, consacrer à l'éducation des ressources qui constituent une charge relative plus lourde.

- La comparaison de la dépense par élève des commissions scolaires du Québec, de l'Ontario et des États-Unis montre que le Québec, qui avait un retard important sur l'Ontario et surtout sur les États-Unis, en 1961, a progressivement rejoint ses voisins. En 1976, il consacre davantage qu'eux à chaque élève et, en 1987, légèrement plus que les États-Unis et un peu moins que l'Ontario.

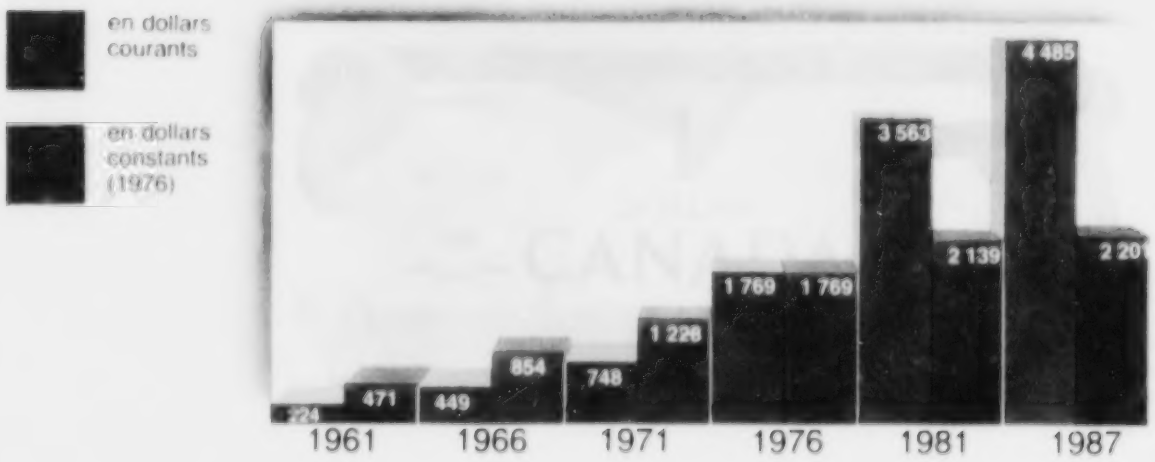
Graphique 13

Dépenses globales pour l'éducation par rapport au PIB, Québec, Ontario, Canada sans le Québec (en p. 100)



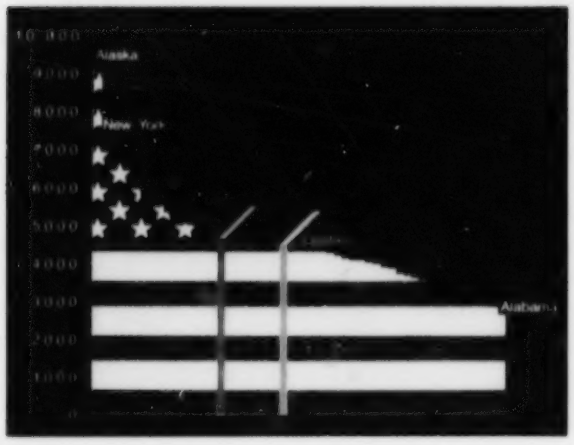
Graphique 14

Dépense par élève des commissions scolaires



Graphique 15

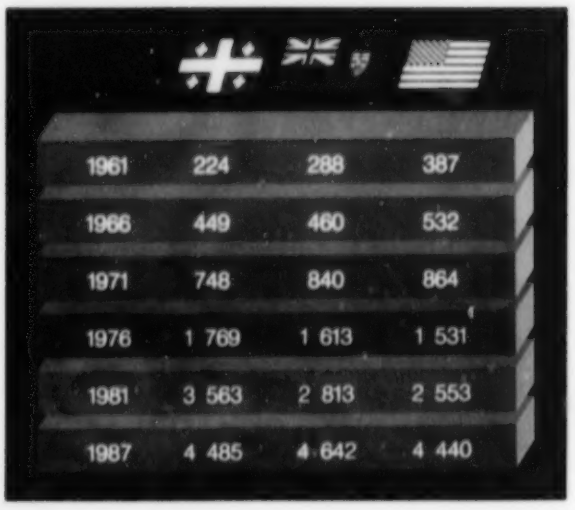
Dépense par élève des commissions scolaires au Québec, en Ontario et aux États-Unis* (par État) en 1987-1988



État ou province	Dépense par élève (en $)	État ou province	Dépense par élève (en $)
1. Alaska	9 244	25. Ohio	4 363
2. New York	7 374	26. Illinois	4 331
3. Wyoming	6 999	27. Nevada	4 310
4. District de Columbia	6 735	28. Iowa	4 308
5. New Jersey	6 488	29. Michigan	4 285
6. Connecticut	5 931	30. Californie	4 208
7. Delaware	5 622	31. Virginie de l'Ouest	4 167
8. Rhode Island	5 541	32. Maine	4 128
9. Massachusetts	5 534	33. Nouveau-Mexique	4 127
10. Wisconsin	5 337	34. Dakota du Nord	4 049
11. Pennsylvanie	5 028	35. Caroline du Nord	4 011
12. Oregon	5 004	36. Dakota du Sud	3 926
13. Colorado	4 955	37. Arizona	3 920
14. Montana	4 845	38. Indiana	3 741
15. Vermont	4 679	39. Louisiane	3 697
16. Maryland	4 654	40. Texas	3 641
Ontario	4 642	41. Oklahoma	3 605
17. Virginie	4 638	42. Missouri	3 428
18. Minnesota	4 638	43. Caroline du Sud	3 168
19. Hawaï	4 606	44. Arkansas	3 168
20. Nebraska	4 581	45. Tennessee	3 130
21. Kansas	4 556	46. Utah	3 060
22. Washington	4 526	47. Géorgie	3 008
23. Floride	4 491	48. Mississippi	2 984
Québec	4 485	49. Idaho	2 935
24. New Hamsphire	4 411	50. Kentucky	2 905
		51. Alabama	2 752

Graphique 16

Dépense par élève des commissions scolaires au Québec, en Ontario et aux États-Unis (en dollars)



* Pour exprimer les données américaines sur une base comparable, un indice de parité du pouvoir d'achat a été utilisé. Cet indice indique le taux auquel la monnaie américaine doit être convertie en dollars canadiens pour que le pouvoir d'acheter un ensemble de biens et services soit équivalent dans les deux pays.

UNIVERSITÉ LAVAL

Certificat d'Etudes Primaires

COURS MOYEN

SECTION D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Nous, soussignés, certifions, que Mademoiselle — Alice Ferron
a suivi — avec succès — le Couvent — Inst. des R.P. Ass. de l'Assomption
le Cours Moyen de notre Enseignement primaire et qu'elle a subi avec distinction
sur l'Instruction religieuse, les Langues française et anglaise, l'Histoire et la Géographie, les Mathématiques, les Sciences naturelles, l'Économie domestique, le Dessin et le Chant, les examens requis par les règlements universitaires.

EN FOI DE QUOI nous lui avons délivré le présent certificat
le — douze juin — 1928

Le Secrétaire — Le Recteur

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Certificat d'Études Primaires Complémentaires

Ministère de l'Éducation
du Québec

Diplôme d'études secondaires

DIPLÔME D'ÉTUDES SECONDAIRES
FORMATION GÉNÉRALE

Claude Ryan

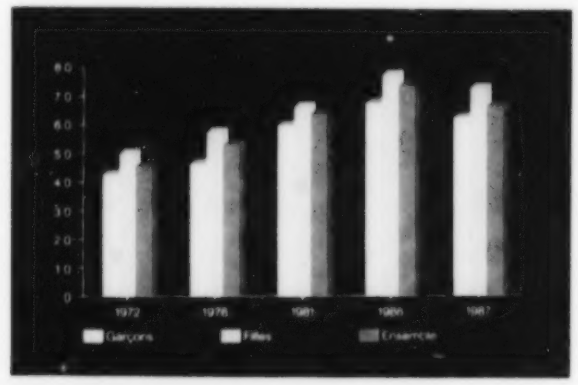
LES RÉSULTATS SCOLAIRES

Les efforts consentis au cours des vingt-cinq dernières années ont porté fruit. L'accroissement du nombre de jeunes fréquentant l'école à 15, 16 et 17 ans a été le premier résultat tangible du développement des services éducatifs au secondaire.

- Cependant, ce n'est pas avant le milieu des années 70 que 50 p. 100 des jeunes ont persévéré jusqu'à l'obtention d'un diplôme du secondaire.
- La proportion d'une génération qui obtient un tel diplôme a augmenté régulièrement de 1972 à 1986. Entre 1970 et 1986, elle est passée de 52 p. 100 à 72,7 p. 100. Il s'agit d'une progression remarquable, si l'on considère qu'en Ontario la proportion des élèves qui obtiennent un diplôme de 12e année est passée de 56 p. 100 en 1976 à 68 p. 100 en 1986. Aux États-Unis, la proportion des 18-19 ans qui ont terminé le « High School », qui était de 73 p. 100 en 1976, a atteint 75 p. 100 en 1985.
- La proportion d'une génération qui obtient un diplôme du secondaire a chuté de 5 points de pourcentage entre 1986 et 1987. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette baisse : la hausse de la note de passage de 50 à 60 p. 100, appliquée pour la première fois à la cohorte des sortants de juin 1987, rend plus difficile la réussite scolaire et accroît les retards; la hausse des critères d'admission en formation professionnelle qui rend plus difficile l'accès aux diplômes du secondaire; le marché du travail, plus vigoureux ces dernières années, qui exerce un attrait sur bon nombre de jeunes; le déplacement d'une partie de l'effectif de l'enseignement ordinaire vers le secteur des adultes.

Graphique 17

Obtention d'un diplôme du secondaire à l'enseignement ordinaire selon le sexe (en p. 100 d'une génération)



- Les filles sont plus nombreuses que les garçons à obtenir un diplôme du secondaire. L'écart entre les sexes est maintenant de 10 points de pourcentage.
- La diminution de la probabilité d'obtenir un diplôme du secondaire à l'enseignement ordinaire est partiellement compensée par l'accroissement du nombre de diplômés à l'éducation des adultes. Dans l'ensemble, la probabilité d'obtenir un diplôme du secondaire est de 78,5 p. 100 d'une génération. À l'éducation des adultes comme à l'enseignement ordinaire, les femmes réussissent mieux que les hommes en termes d'accès au diplôme.
- La persévérance scolaire jusqu'à l'obtention d'un diplôme du secondaire a eu un impact majeur sur l'accès aux études collégiales. Depuis 1972, il y a eu des progrès remarquables puisque l'accès au collégial est passé de 38,8 p. 100 d'une génération en 1972, à 61,3 p. 100 en 1987. Depuis 1976, les filles accèdent aux études collégiales davantage que les garçons et, en 1987, l'écart entre les deux sexes est de 14 points de pourcentage.

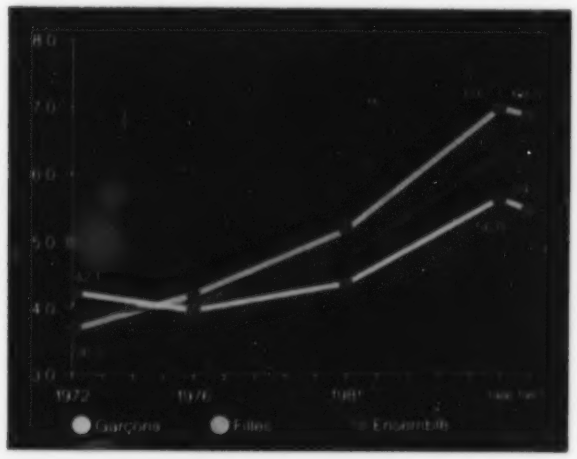
Tableau 11

Proportion des adultes qui obtiennent un diplôme du secondaire à l'éducation des adultes, selon le sexe (en p. 100 d'une génération)

	Hommes	Femmes	Ensemble
1976	4,2	4,8	4,5
1981	6,9	6,9	6,9
1986	8,2	9,6	8,9
1987	9,0	12,9	10,9

Graphique 18

Accès au collégial selon le sexe (en p. 100 d'une génération)



CONCLUSION

Le présent document s'inscrit dans la démarche engagée par le ministère de l'Éducation afin que le système scolaire québécois dispose des données les plus rigoureuses et les plus larges possible pour se situer et s'évaluer. Ce recueil synthèse, conçu à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du ministère de l'Éducation et du Conseil supérieur de l'éducation, s'appuie sur les travaux qui permettent d'établir annuellement, depuis 1986, les **indicateurs sur la situation de l'enseignement primaire et secondaire**. Chaque année, également, sont publiés les résultats des élèves aux examens officiels pour l'ensemble du Québec et par commission scolaire. En 1989, le Québec a participé à une enquête internationale sur les apprentissages des élèves de 13 ans en mathématique et en sciences; les résultats ont été publiés au début de 1989 dans le rapport établi sous le titre « A World of Differences » par l'Educational Testing Service pour le compte du National Assessment of Educational Progress des États-Unis.

Les statistiques et les informations présentées dans le présent recueil permettent au lecteur de mesurer le chemin parcouru depuis le début des années 60, au chapitre de la scolarisation de la population et de l'effort fourni par la société québécoise pour se doter d'un système scolaire accessible et moderne. Elles forment une base utile pour évaluer les points forts et les faiblesses de l'enseignement primaire et secondaire et pour choisir les voies d'action susceptibles d'améliorer les services éducatifs.

2-550-14731-6

1964 1989

25 ANS D'ESSOR EN ÉDUCATION

Gouvernement du Québec
Ministère
de l'Éducation

49-1226
8889-1272

Niveau(x) d'enseignement: 1 Numéro EDUQ : 8970407
Centre d'intérêt: 106

Parcours de l'éducation depuis les années 60 : l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire et secondaire / [Ministère de l'éducation]. -- [Québec] : Le Ministère, [1989].
17 p. : ill. en coul. ; 26 cm.

Version anglaise publ. ss le titre: Education in Québec : a progress report. Code: 49-1226A ; 8889-1264. Code: 49-1225 ; 8889-1272.

ISBN 2-550-14731-6

Vedette(s)-secondaire(s): Québec (Province). Ministère de l'éducation

---

Descripteur(s): Population étudiante * Enseignement professionnel * Handicapé * Adaptation scolaire * Education des adultes * Enseignant * Rapport élèves-maître * Commission scolaire * Financement * Coût par étudiant * Diplômé * Historique * Statistiques * Préscolaire (Ordre d'enseignement) * Primaire (Ordre d'enseignement) * Secondaire (Ordre d'enseignement)

Le document présente et commente des statistiques qui montrent l'évolution de différents aspects de l'enseignement primaire et secondaire durant la période 1961-1987. Le premier chapitre porte sur les effectifs scolaires de l'éducation préscolaire, du primaire, du secondaire, et de l'éducation des adultes, le taux de fréquentation scolaire à seize ans et l'évolution des clientèles handicapées et en difficulté d'adaptation et d'apprentissage dans les commissions scolaires. On donne ensuite des statistiques sur les effectifs de l'éducation des adultes de 1979 à 1986. Le chapitre suivant décrit l'évolution du nombre d'enseignants, du rapport élèves-maître et de la scolarité des enseignants dans les commissions scolaires. Enfin, on commente l'évolution du financement de l'éducation et du taux d'obtention du diplôme du secondaire.

Type de document: s

EDUCATION IN QUÉBEC: A PROGRESS REPORT

Québec

EDUCATION IN QUÉBEC: A PROGRESS REPORT

PRESCHOOL, ELEMENTARY AND SECONDARY EDUCATION

© Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation, 1989

ISBN 2-550-14726-X

Legal Deposit — First Quarter 1989
Bibliothèque nationale du Québec

TABLE OF CONTENTS

INTRODUCTION

Schooling and Educational Services 1

- Preschool Education 1
- Elementary Education 2
- Secondary Education 2
- Vocational Education 4
- Services for Handicapped Students and Students with Learning or Adjustment Difficulties 5
- Students in the Youth Sector 6

Adult Education 7

Teaching Personnel 9

Funding 11

Scholastic Results 15

CONCLUSION 17

Msgr. Alphonse-Marie Parent,
president of the Royal Commission of Inquiry
on Education
presenting his report to Premier Jean Lesage.

A working session of the Commission.

TABLE OF CONTENTS

INTRODUCTION 1

Schooling and Educational Services 1

- Preschool Education 2
- Elementary Education 2
- Secondary Education 4
- Vocational Education 5
- Services for Handicapped Students and Students with Learning or Adjustment Difficulties 6
- Students in the Youth Sector 7

Adult Education 9

Teaching Personnel 11

Funding 15

Scholastic Results 17

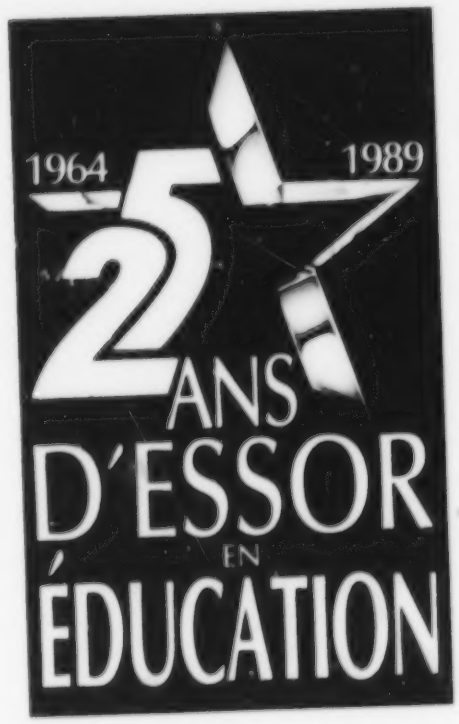
CONCLUSION

INTRODUCTION

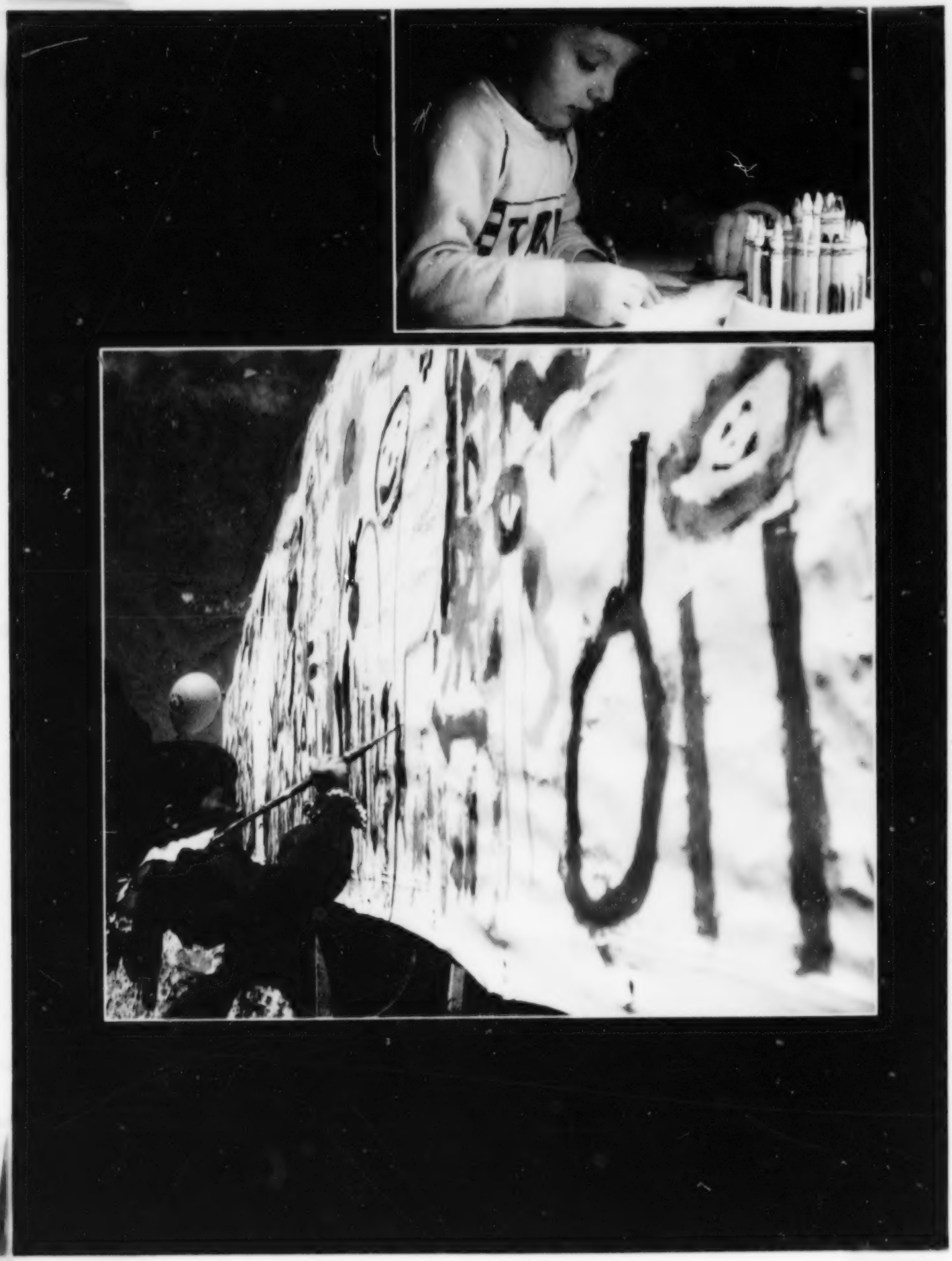
During the 1950s, Quebec society became increasingly aware of various weaknesses in its public education system. Since the early 1960s, major educational reforms have been undertaken to make education more accessible, and to adapt it to current needs. The reforms of that decade eventually affected all administrative structures, as well as the organization of the teaching system, from kindergarten to university.

On May 13, 1964, two laws came into effect establishing the ministère de l'Éducation and the Conseil supérieur de l'éducation, following the recommendations of the Royal Commission of Inquiry on Education (the Parent Commission). That event symbolized the new impetus in education in the province of Quebec. Now, in 1989, we are celebrating the 25th anniversary of that event, and are taking the opportunity to reflect on the current situation in the field of education and to contemplate our prospects for the future.

To encourage this process of reflection, the ministère de l'Éducation has published this summary of the development of educational services since the early 1960s, the resources that Quebec society has devoted to education, and some of the results that have been obtained. Looking back at the developments of the past 25 years will help us to understand the current situation in light of the progress achieved, and will help us to prepare for the future.



Thomas J. Boudreau
Deputy Minister of Education



Msgr. Alphonse-Marie Parent,
president of the Royal Commission of Inquiry
on Education,
presenting his report to Premier Jean Lesage.

A working session of the Commission.

TABLE OF CONTENTS

INTRODUCTION

Schooling and Educational Services 1

- Preschool Education 1
- Elementary Education 2
- Secondary Education 2
- Vocational Education 4
- Services for Handicapped Students and Students with Learning or Adjustment Difficulties 5
- Students in the Youth Sector 6

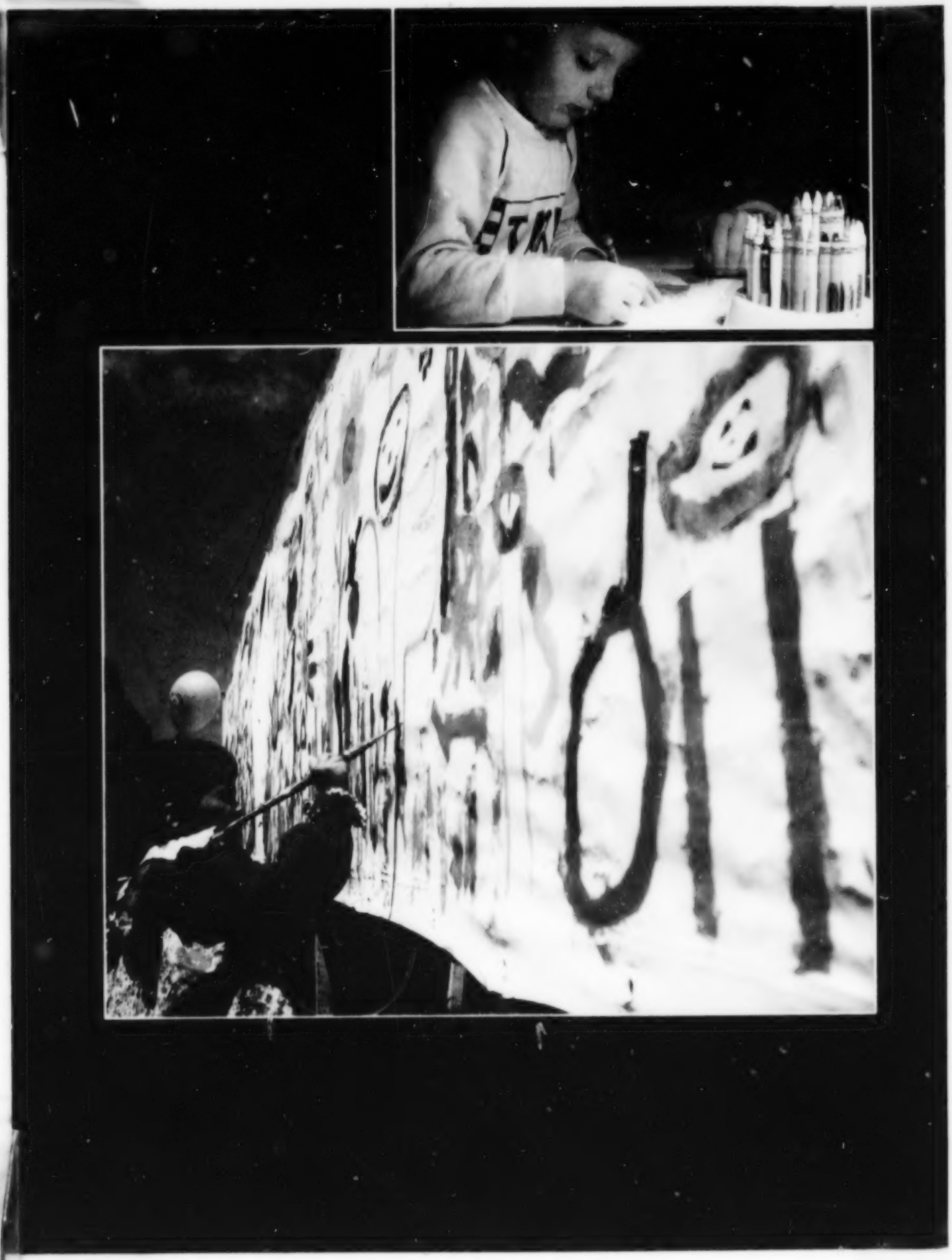
Adult Education 7

Teaching Personnel 9

Funding 11

Scholastic Results 15

CONCLUSION 17

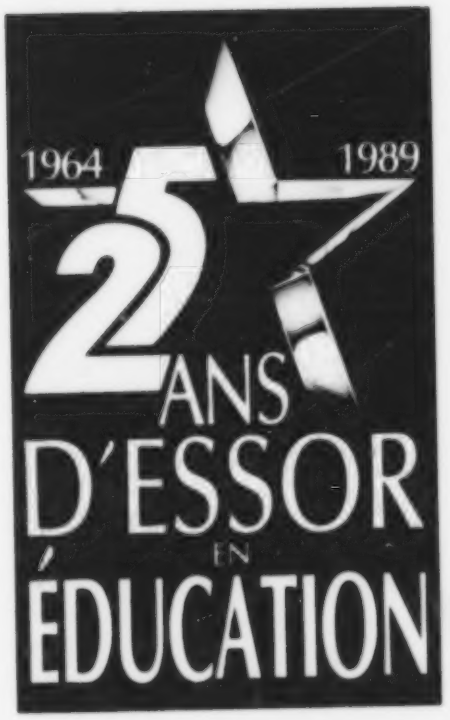


INTRODUCTION

During the 1950s, Quebec society became increasingly aware of various weaknesses in its public education system. Since the early 1960s, major educational reforms have been undertaken to make education more accessible, and to adapt it to current needs. The reforms of that decade eventually affected all administrative structures, as well as the organization of the teaching system, from kindergarten to university.

On May 13, 1964, two laws came into effect establishing the ministère de l'Éducation and the Conseil supérieur de l'éducation, following the recommendations of the Royal Commission of Inquiry on Education (the Parent Commission). That event symbolized the new impetus in education in the province of Quebec. Now, in 1989, we are celebrating the 25th anniversary of that event, and are taking the opportunity to reflect on the current situation in the field of education and to contemplate our prospects for the future.

To encourage this process of reflection, the ministère de l'Éducation has published this summary of the development of educational services since the early 1960s, the resources that Quebec society has devoted to education, and some of the results that have been obtained. Looking back at the developments of the past 25 years will help us to understand the current situation in light of the progress achieved, and will help us to prepare for the future.



Thomas J. Boudreau
Deputy Minister of Education

SCHOOLING AND EDUCATIONAL SERVICES

Several laws were passed during the 1960-1961 legislative session with respect to preschool, elementary and secondary education. These laws contributed to the development of services, and resulted in greater access to education for all young people, whatever their geographic location or socio-economic situation.

Preschool Education

In 1961, there were very few kindergarten classes. Barely 10% of children received preschool education, and 41% of that group attended private kindergartens. The grants given to school boards to open kindergartens led to spectacular growth in preschool education.

- As of 1966, 44.5% of 5-year-olds attended kindergarten classes, and since the 1970s almost all children of that age group have done so.
- In 1974, special preschool education services became available for 4-year-olds in certain schools receiving students from socio-economically disadvantaged environments. Every year, about 20% of children from such environments benefit from this special service.

Table 1

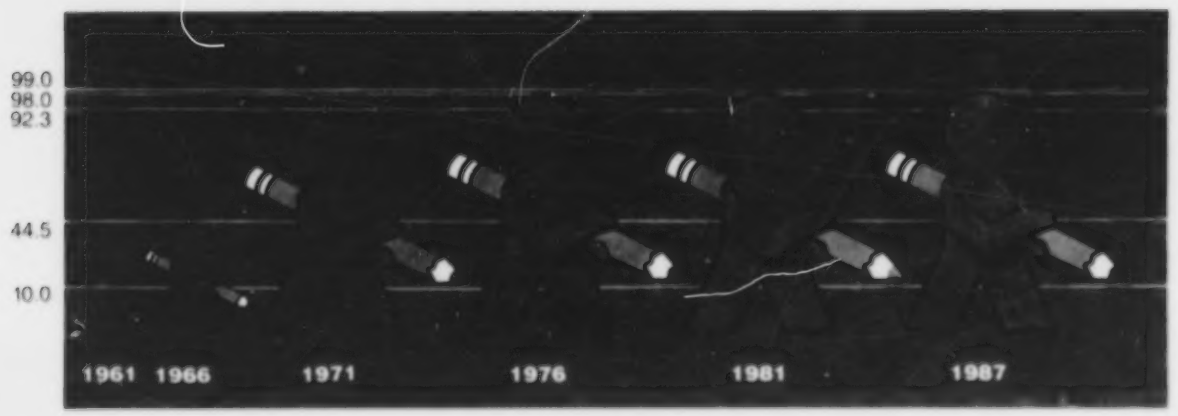
Number of Students Registered for Preschool Education

	Preschool Education (4-year-olds)	Preschool Education (5-year-olds)	Total
1961	—	13 775	13 775
1966	—	60 950	60 950
1971	—	105 560	105 560
1976	7 133	91 134	98 267
1981	7 257	90 259	97 516
1987	6 216*	89 839	96 055

* The decrease observed between 1981 and 1987 can be explained by the fact that the responsibility for preschool education services for 4-year-olds was transferred from private concerns to the Office des services de garde.

Figure 1

Percentage of 5-Year-Olds Registered for Preschool Education



Elementary Education

Although the foundations of the public school system have been developing progressively since 1841, it was not until this century that elementary education existed throughout Québec. Two government decisions taken in 1943 were responsible for this extension of elementary education: the decision to make school attendance compulsory for all children aged 6 to 14, and the decision to abolish school fees for elementary education.

- In 1961, almost all children (98 %) received a complete elementary school education, and the situation remains the same today.
- Fluctuations in the elementary school population (i.e. the considerable decrease from 1971 to 1981, and the slight increase from 1981 to 1987) reflect changes in the birth rate.

Secondary Education

The various laws passed in the early 1960s, and the measures resulting from these laws, led to major changes regarding access to secondary education.

- School attendance became compulsory until age 15 instead of 14, and school fees for secondary education were abolished.
- Regional school boards were formed throughout Québec, and were given responsibility for providing a complete secondary education.
- Comprehensive secondary schools were built throughout Québec, and transportation for students was organized.
- These measures soon showed positive results, especially with respect to students aged 15 to 17. For example, the rate of school attendance for 15-year-olds rose from 74.6 % in 1961 to 86 % in 1966. It was not until 1972, however, that school attendance among students of that age group reached 90 %.

Table 2

Number of Students Enrolled in Elementary School

1961	936 887
1966	982 900
1971	857 739
1976	656 436
1981	554 771
1987	584 734

Table 3

Number of Students Enrolled in Secondary School

1961	315 201
1966	490 189
1971	670 850
1976	667 987
1981	531 264
1987	456 024

- The total student population in secondary schools more than doubled during the period from 1961 to 1971. From 1971 to 1976 it levelled off, and then fell rapidly, lagging a few years behind the fluctuations in elementary school populations, and reflecting (with some delay) the falling birth rate.
- Starting in the 1989-1990 school year, the new *Education Act* will make school attendance compulsory until age 16. This should help to keep in school the two thousand or so young people who currently drop out at that age.
- Traditionally, boys have pursued their studies longer than girls. In 1961, 57.7% of 16-year-old boys attended school, compared with only 44.1% of girls. The difference in attendance figures between the sexes has diminished progressively, and at present, girls are slightly ahead of boys in this regard.
- In 1987, Quebec's figures for school attendance among 16-year-olds were favourable when compared with those of certain industrialized countries.

Table 4

Percentage of 16-Year-Olds Attending School (by Country and in Quebec)

United States	97.1
Japan	93.7
Canada	92.9
Quebec	**91.6**
France	85.1
Switzerland	84.6
Great Britain	66.6
Spain	57.1

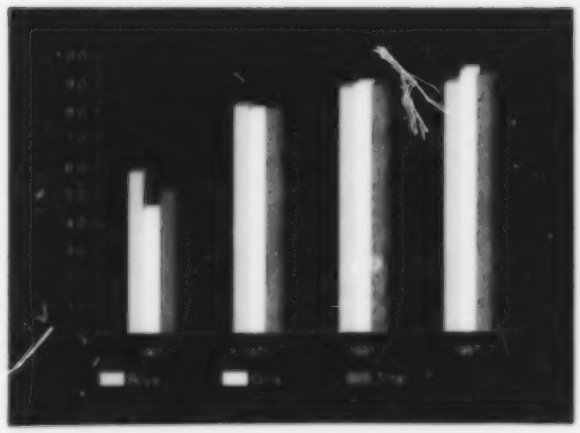
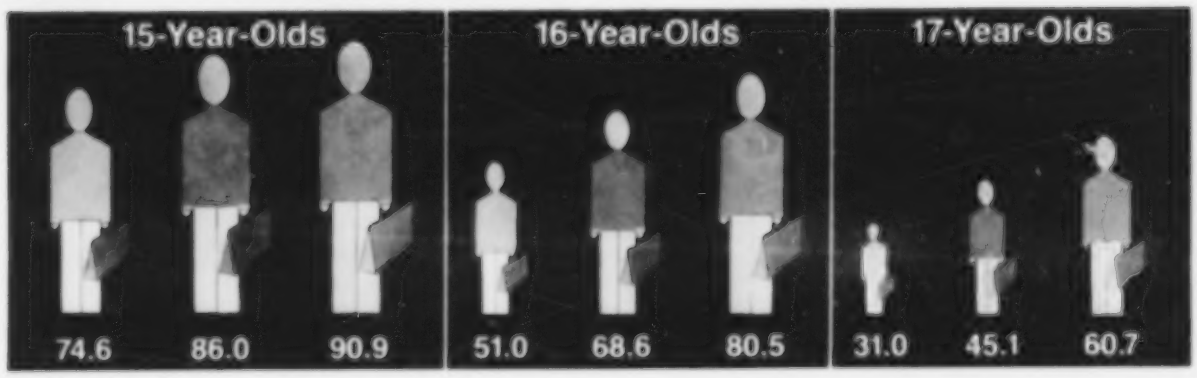


Figure 2

Percentage of 16-Year-Olds Attending School

Figure 3 Percentage of 15 to 17-Year-Olds Attending School



Vocational Education

In 1961, there were many different vocational education services:

- trade schools and technical schools under the Youth Division of the Department of Family and Social Welfare;
- various schools affiliated with the Department of Agriculture, the Department of Lands and Forests, the Department of Industry and Commerce, the Bureau of Mines (part of the Department of Natural Resources), and the Department of the Attorney-General;
- commercial and industrial sections of some school boards;
- private business and secretarial schools;
- *écoles ménagères* and *instituts familiaux*, which trained girls for the role of wife and mother.

- Starting in 1968-1969, the various trade schools were integrated into the new comprehensive secondary schools, which eventually offered a broad range of vocational education programs.
- In 1972, students taking vocational programs represented 12.1% of all secondary school students. In 1976, student enrolment in vocational programs reached its peak, then fell off very slowly until 1981, when the downward trend became more pronounced.
- The drop in the number of students taking vocational programs was much greater than the drop which would have occurred solely as a result of the general decline in the secondary school population. Dwindling student interest in vocational programs was due in part to the attraction of CEGEP, outdated vocational programs which no longer corresponded to the requirements of the job market, and the declining status of this type of program.
- Major reforms in vocational education have been taking place since 1986 with respect to programs, equipment, professional development for teachers, and admission requirements. It is expected that these reforms, coupled with a strong demand for skilled workers, will lead to higher enrolment in vocational programs.

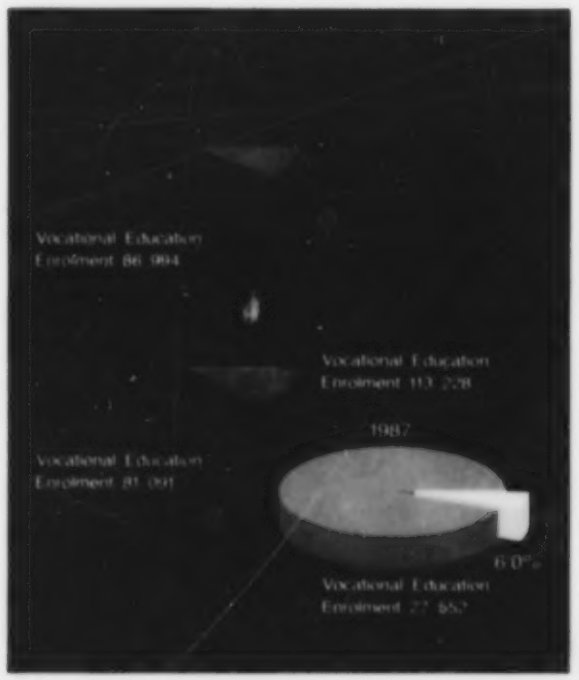
Table 5

Number of Students Enrolled in Vocational Education

1972	86 994
1976	113 228
1981	81 091
1987	27 552

Figure 4

Percentage of Total Secondary School Population Enrolled in Vocational Education



Services for Handicapped Students and Students with Learning or Adjustment Difficulties

In the early 1960s, educational and rehabilitation services for handicapped students were provided mostly in private establishments set up by parents or religious communities. These establishments were partially funded by the government. A few school boards offered educational services to mentally handicapped students. Children with relatively minor handicaps, and those with learning or adjustment difficulties, generally did not receive any special services. The Parent Commission reported that these children were accepted into regular classrooms, and were educated within the same system as other students, without any special types of support. Many of them failed and left school prematurely.

- In 1961, the school boards started to receive funding to develop special services adapted to these students' needs.
- In 1965, the school boards still had only 20 760 students with handicaps or with learning or adjustment difficulties. Now, there are 130 000 such students, and they constitute 12.6% of the total student population.
- Services developed more quickly at the elementary level than at the secondary level. It was not until 1987 that secondary school enrolment reached a par with elementary enrolment in this category.
- It is estimated that 75% of students who are handicapped or have learning or adjustment difficulties are integrated into regular classes for at least part of their educational activities. Since integration is more difficult at the secondary level, just under 37% of these secondary students are integrated into regular classes.

Figure 5

Handicapped Students and Students with Learning or Adjustment Difficulties in the School Boards

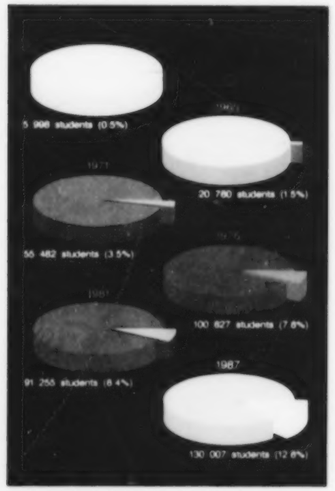
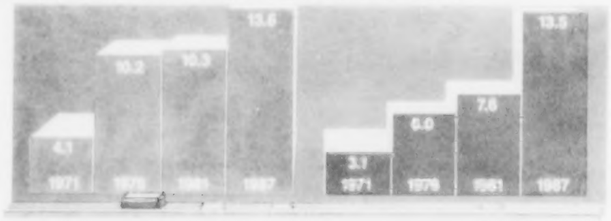


Figure 6

Percentage of Handicapped Students and Students with Learning or Adjustment Difficulties in the School Boards

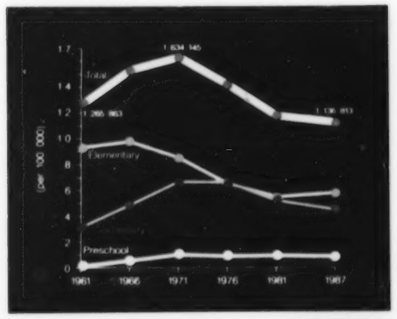


Students in the Youth Sector

Over the past 20 years, Quebec's school system has been obliged to adjust quickly to major fluctuations in the student population. The development of new services, and the firm commitment to providing more extensive schooling for young people, led to a very rapid increase in the student population from 1961 to 1971. At the same time, the annual birthrate fell dramatically, from 139 912 in 1961 to 96 841 in 1971; since then, it has fluctuated between 85 000 and 90 000. Thus, after rising by about 29% from 1961 to 1971, the student population fell by 28% over the next ten years. At present, the number of students is just under what it was in 1981, and is expected to increase slightly until 1992. Demographic forecasts seem to indicate that after that year, the student population will decline steadily.

Figure 7

Students in the Youth Sector



ADULT EDUCATION

Adult education is a relatively recent phenomenon within the public education system. During the 1940s and 1950s, community education courses were available. Courses for the unemployed were set up in many municipalities to meet labour needs, and vocational training schools offered evening courses for adults. Few services were provided, however, to enable adults to complete their general education.

The available data are insufficient to establish the growth in the adult student population in the school boards before the late 1970s.

- Since 1979, there has been an increasing number of adults in general education programs and vocational education programs leading to a secondary school diploma. From 1979 to 1986, the number of adults rose from 119 163 to 217 973. In addition to these students, enrolled full-time or part-time in courses which are required to obtain a secondary school diploma, a great many adults signed up for community education courses. In 1986, the number of students in this category reached 150 000.
- Most students enrolled in adult education courses are young adults: 53.9% are under 30 years of age, and one-third are under 25. The study incentive programs and the financial assistance given to many of these young adults no doubt have a great deal to do with their massive enrolment in adult education courses.
- In secondary schools, adults no longer constitute only a small proportion of the student population. During the 1986-1987 school year, about 368 000 adults took one or more courses at public secondary schools, compared with 457 460 young people enrolled in secondary studies. In the vocational education programs, there were 41 875 young people and 91 664 adults.

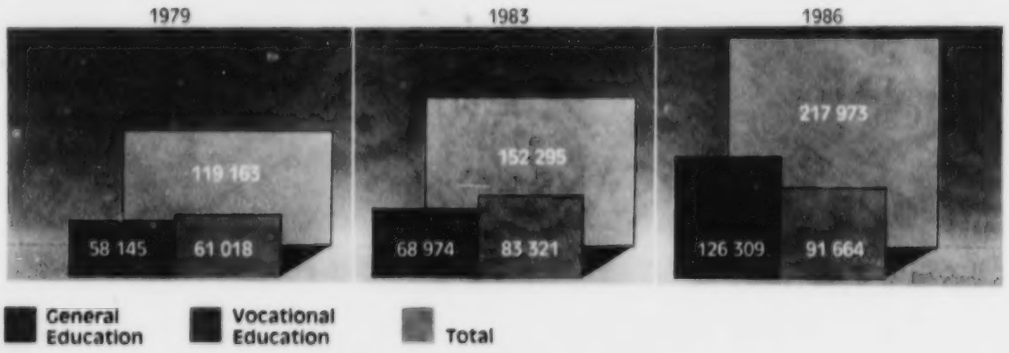
Table 6

Percentage of Adults Enrolled in the School Boards in 1986 (by Age Group)

Under 20	11.1
20 to 24	22.3
25 to 29	20.5
30 to 34	15.5
35 to 39	11.7
Over 40	18.9

Figure 8

Number of Students Enrolled in Adult Education Courses Leading to a Secondary School Diploma



9

TEACHING PERSONNEL

The development of educational services, and the requirements resulting from expanded education for young people, have had major repercussions on school board teaching personnel.

- The number of teachers rose very quickly between 1961 and 1971, following the increase in the student population. During that ten-year period, the number of teachers rose by some 46%. From 1971 to 1976, the figures remained fairly stable, but by 1987 they had dropped by 19%.
- Following the recommendations of the Parent Commission, the teacher training program offered at teachers' colleges was transferred to the universities. This measure, intended to make teachers better prepared for their role as educators, had a significant impact on the length of teachers' schooling, since students now had to complete 13 years of school before entering university and commencing their teacher training program. In the past, the "B" Teaching Diploma, which entitled one to teach in public elementary and secondary schools, could be obtained after 13 years of schooling. Thus, the average amount of schooling of teachers holding a teaching position rose by almost two years between 1973 and 1987. At present, 71.1% of teachers have 16 or more years of schooling, or the equivalent of at least a Bachelor's degree.
- Working conditions for teachers, in terms of the average number of students per teacher, improved steadily until 1981, levelling off thereafter. At present, Québec's student/teacher ratio remains lower than the ratios in Ontario and the United States.

Table 7

Number of Teachers in the School Boards*

1961	51 412
1966	62 015
1971	75 016
1976	74 065
1981	66 830
1987	59 966

* The figure for 1961 includes the number of teachers in the school boards and in other public schools offering secondary education.

Figure 9

Percentage of School Board Teachers with 16 or More Years of Schooling

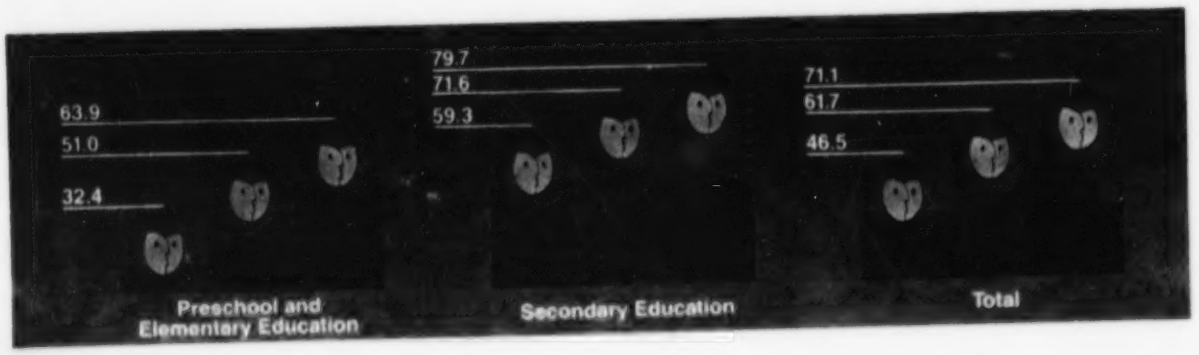


Table 8

Average Number of Students Per Teacher in the School Boards

1961	21.7
1966	22.0
1971	21.0
1976	17.1
1981	16.2
1987	16.6

e estimate

Figure 10

Average Number of Students Per Teacher in the School Boards

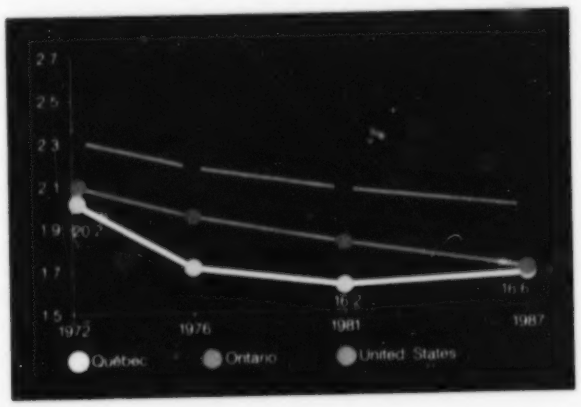
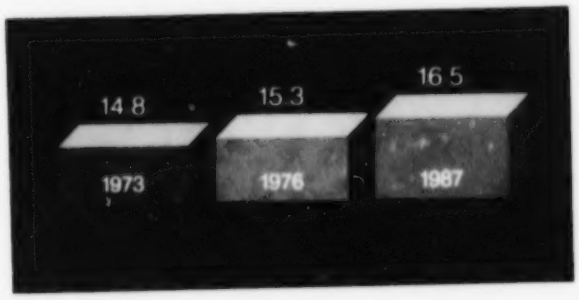


Figure 11

Average Schooling of School Board Teachers (in Number of Years)



FUNDING

*Quebecers have had to invest considerable resources in order to develop their education system.**

- In 1961, 3.7 % of Québec's gross domestic product (GDP) was spent on elementary and secondary education. That percentage increased steadily to a peak of 6.3 % in 1976, and then dropped off somewhat as a result of the declining student population, which itself was a consequence of the falling birth rate.
- Total spending also rose until 1976. Since that year, there has been almost no real increase once inflation is taken into account.
- Until 1981, the government spent nearly 20 % of its total budget on elementary and secondary education – except in 1971, when it spent 23 %. The proportion had fallen to 16.4 % by 1987, although the actual amount spent by the government on elementary and secondary education rose during that period. This was attributable to increased government spending in other areas, such as the environment, technological development, and relations with other provinces and countries.

* Unless otherwise indicated, financial data refer to preschool, elementary and secondary education in the public and private school systems.

Table 9

Percentage of Total Government Budget Spent on Elementary and Secondary Education

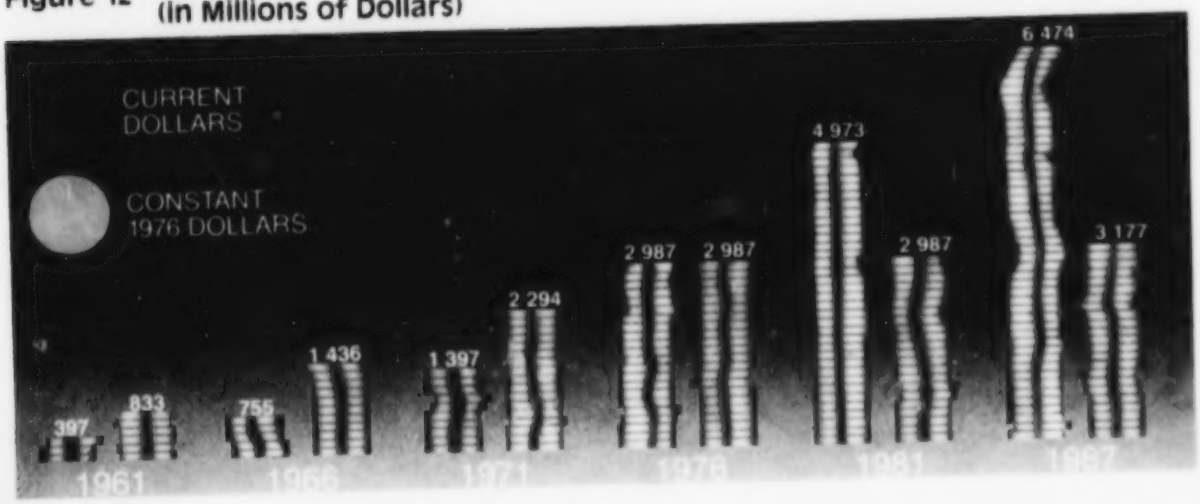
1961	1966	1971	1976	1981	1987
19.5	19.4	23.0	19.8	19.8	16.4

Table 10

Percentage of Québec's GDP Spent on Elementary and Secondary Education

1961	1966	1971	1976	1981	1987
3.7	4.5	5.8	6.3	6.1	5.0

Figure 12 **Spending on Elementary and Secondary Education (In Millions of Dollars)**



- In 1961, school board spending per student was $224. By 1987, this figure had reached $4 485. In constant dollars, spending per student had grown by 160 % during the 1960s, and by 74 % during the 1970s. For the period from 1981 to 1987, spending per student remained essentially stable in constant dollars.
- A comparison of spending in Quebec, Ontario, and Canada (excluding Quebec) shows that over the past 25 years Québec has spent a larger proportion of its GDP on educating its young people than have its neighbours.
- Since 1966, Québec has spent a larger percentage of its GDP on elementary and secondary education than Ontario and the rest of Canada. This discrepancy grew until 1981. By 1987, the respective spending situations had converged somewhat, but Québec still spends a larger percentage of its GDP on education than Ontario and the rest of Canada. This is partly due to Québec's economic situation. Since it is not as wealthy as the rest of Canada, and is certainly not as wealthy as Ontario, Québec must devote proportionally more resources to ensure comparable educational services.
- A comparison of school board spending per student in Québec, Ontario and the United States shows that Québec, which was far behind Ontario in 1966 and even farther behind the United States, has gradually caught up to its neighbours. In 1976, it spent more per student than those neighbours, and in 1987 it spent slightly more than the United States and a little less than Ontario.

Figure 13

Percentage of GDP Spent on Education: Québec, Ontario, and Canada (Excluding Québec)

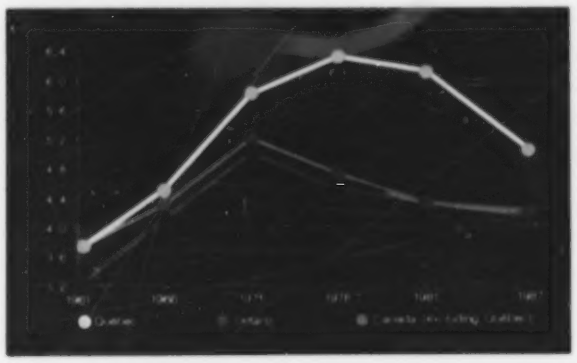


Figure 14

School Board Spending Per Student

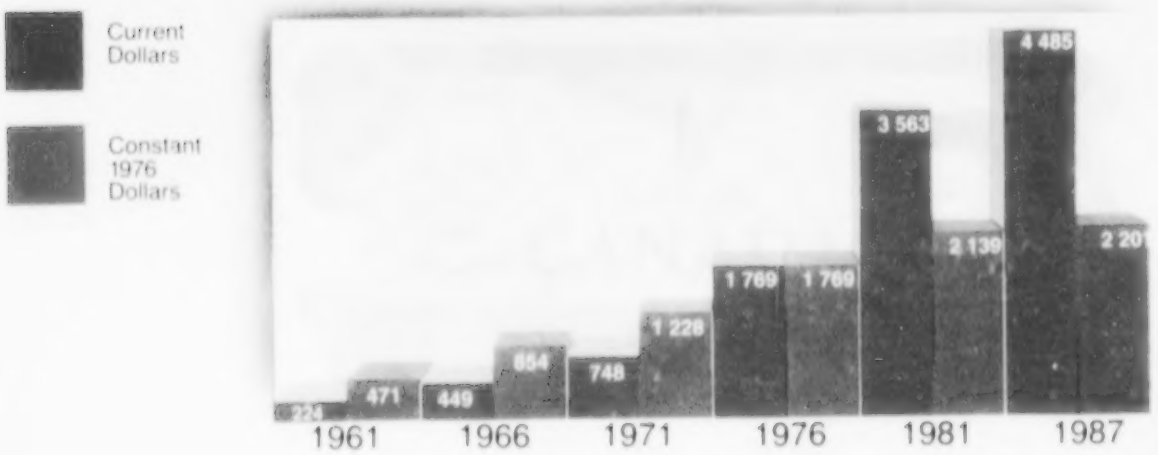
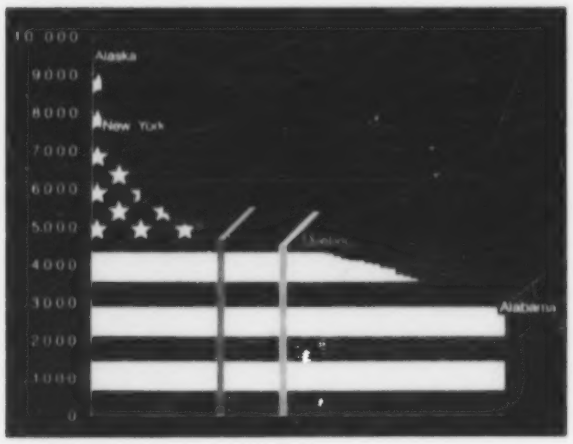


Figure 15

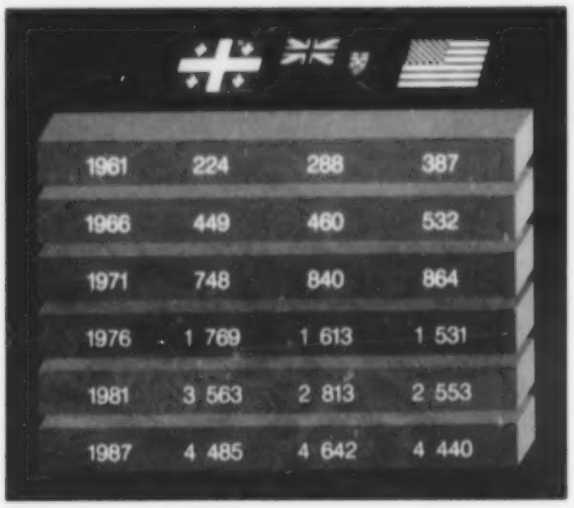
School Board Spending Per Student in Quebec, Ontario, and the United States* (by State or Province), 1987-1988



State or Province	Spending per Student (in $)	State or Province	Spending per Student (in $)
1. Alaska	9 244	25. Ohio	4 363
2. New York	7 374	26. Illinois	4 331
3. Wyoming	6 999	27. Nevada	4 310
4. District of Columbia	6 735	28. Iowa	4 308
5. New Jersey	6 488	29. Michigan	4 285
6. Connecticut	5 931	30. California	4 208
7. Delaware	5 622	31. West Virginia	4 167
8. Rhode Island	5 541	32. Maine	4 128
9. Massachusetts	5 534	33. New Mexico	4 127
10. Wisconsin	5 337	34. North Dakota	4 040
11. Pennsylvania	5 028	35. North Carolina	4 011
12. Oregon	5 004	36. South Dakota	3 926
13. Colorado	4 955	37. Arizona	3 920
14. Montana	4 845	38. Indiana	3 741
15. Vermont	4 679	39. Louisiana	3 697
16. Maryland	4 654	40. Texas	3 641
Ontario	4 642	41. Oklahoma	3 605
17. Virginia	4 638	42. Missouri	3 428
18. Minnesota	4 638	43. South Carolina	3 168
19. Hawaii	4 606	44. Arkansas	3 168
20. Nebraska	4 581	45. Tennessee	3 130
21. Kansas	4 556	46. Utah	3 060
22. Washington	4 526	47. Georgia	3 008
23. Florida	4 491	48. Mississippi	2 984
Quebec	4 485	49. Idaho	2 935
24. New Hamsphire	4 411	50. Kentucky	2 905
		51. Alabama	2 752

Figure 16

School Board Spending Per Student: Quebec, Ontario, and the United States (in Dollars)



* To express American data in comparable terms, a parity index for buying power has been used. This index indicates the rate at which American currency must be converted into Canadian dollars so that the purchasing power for a group of goods and services is equivalent in the two countries.

UNIVERSITE LAVAL

Certificat d'Etudes Primaires

COURS MOYEN

SECTION D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Nous, soussignés, certifions, que Mademoiselle Aline Ferron
a suivi les cours de Boucherville Inst. des N.D. de l'Assomption
le Cours Moyen de notre Enseignement primaire et qu'elle a subi avec Satisfaction
sur l'Instruction religieuse, les Langues française et anglaise, l'Histoire et la Géographie, les Mathématiques, les Sciences naturelles, l'Économie domestique, le Dessin et le Chant, les examens requis par les règlements universitaires.

EN FOI DE QUOI, nous lui avons délivré le présent certificat
le Onze juin 1928

Le Secrétaire, Le Recteur

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Certificat d'Études Primaires Complémentaires

Ministère de l'Éducation
du Québec

Diplôme d'études secondaires

FORMATION GÉNÉRALE

Le 12 FÉVRIER 1986

Marcel Bardon — Claude Ryan

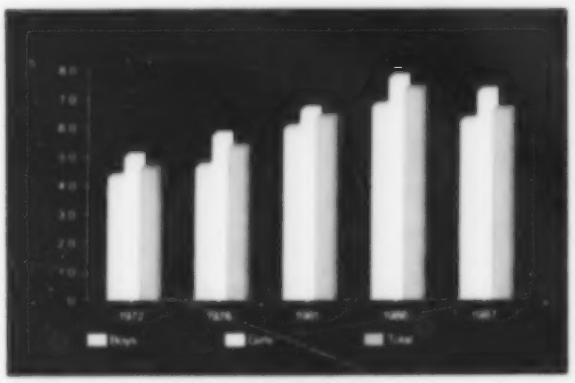
SCHOLASTIC RESULTS

The investments made in education over the past 25 years have clearly paid off. The increase in school attendance among young people aged 15 to 17 was the first tangible result of the development of secondary school educational services.

- It was not until the mid-1970s, however, that 50% of young people stayed in school until obtaining a secondary school diploma.
- The proportion of students who obtained a secondary school diploma rose steadily from 1972 to 1986. Between 1970 and 1986, it rose from 52% to 72.7%. This constitutes remarkable progress when one considers that in Ontario, the proportion of students obtaining a grade 12 diploma rose from 56% in 1976 to 68% in 1986; in the United States, the proportion of students aged 18 or 19 who finished high school was 73% in 1976, and reached 75% in 1985.
- The proportion of students who obtained a secondary school diploma fell by five percentage points between 1986 and 1987. Several factors are responsible for this drop. Firstly, the raising of the passing mark from 50% to 60%, applied for the first time to students finishing in June 1987, made it more difficult to pass, and led to an increase in the number of students falling behind. Secondly, higher admission standards for vocational programs made it harder to obtain a secondary school diploma. Thirdly, the job market has been more active over the past few years, attracting many young people away from school. And lastly, a number of youth sector students have moved into the adult sector.

Figure 17

Percentage of Youth Sector Students Who Obtained a Secondary School Diploma (According to Sex)



- A larger number of girls obtain secondary school diplomas than boys. The spread between the sexes now stands at ten percentage points.
- The lessened probability of obtaining a secondary school diploma is partially offset by the increase in the number of graduates in the adult sector. Overall, the probability of obtaining a secondary school diploma is 78.5% of students in the adult sector, as in the youth sector, women fare better than men in terms of obtaining a diploma.
- The number of students staying in secondary school until graduation has had a major impact on access to CEGEP studies. Since 1972, remarkable progress has been made: access to CEGEP has risen from 38.8% of students in 1972 to 61.3% in 1987. Since 1976, more girls have gone on to CEGEP than boys, and in 1987, the spread between the sexes was 14 percentage points.

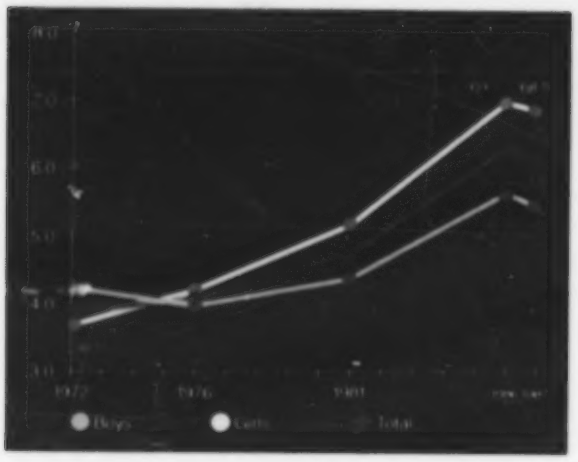
Table 11

Percentage of Adults Who Obtained a Secondary School Diploma in the Adult Education Sector (According to Sex)

	Men	Women	Total
1976	4.2	4.8	4.5
1981	6.9	6.9	6.9
1986	8.2	9.6	8.9
1987	9.0	12.9	10.9

Figure 18

Percentage of Students Attending CEGEP (According to Sex)



CONCLUSION

This publication is part of the MEQ's effort to develop extensive, rigorous data to document and evaluate Quebec's school system. Produced on the occasion of the 25th anniversary of the ministère de l'Education and the Conseil supérieur de l'éducation, this summary is based on reports published annually since 1986, entitled "Education Indicators for the Elementary and Secondary Levels". Each year, the MEQ also publishes students' results (for the province as a whole and for the individual school boards) on the official examinations administered throughout Quebec. In 1988, Quebec participated in an international study on the performance of 13 year-olds in math and science. The results were published in early 1989 in "A World of Differences", a report prepared by the Princeton Educational Testing Service for the U.S. National Assessment of Educational Progress.

The information and statistics presented in this MEQ report will help the reader to trace the progress made in education since the beginning of the 1960s and to appreciate the efforts made by Quebec society to develop a modern, accessible school system. This report provides a useful basis for assessing the strengths and weaknesses of elementary and secondary education, and for determining possible courses of action to improve educational services in the future.

Gouvernement du Québec
Ministère
de l'Éducation

49-1226A
8889-1284